

Supplément 4 pages

# PAYS DE L'EST ET CAPITALISME D'ÉTAT

# le monde libertaire

Avril - décembre 1979

rédaction  
administration  
3 rue ternaux  
75011 paris  
tel: 805 34 08  
ccp publico  
1128915 paris

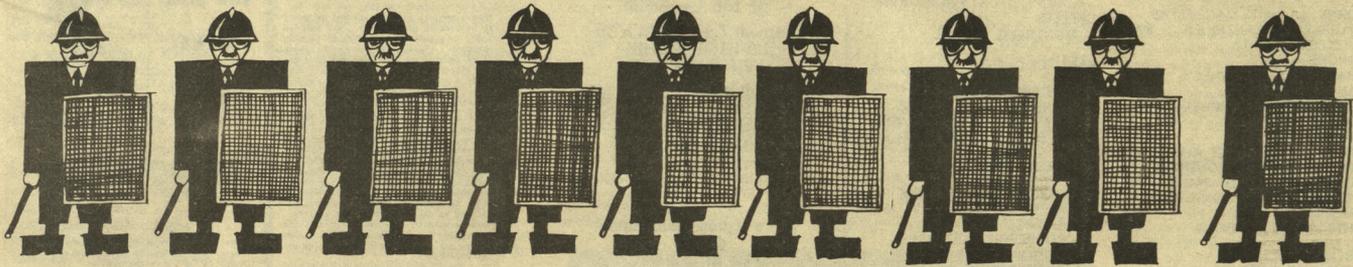
N° 308 JEUDI 5 AVRIL 1979 4 F



Organe de la Fédération Anarchiste

hebdomadaire

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)



## LA RÉPRESSION TOUCHE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE



Le pouvoir à la recherche d'alibis  
pour masquer l'échec de sa politique

**DOUZE MILITANTS DE LA  
FÉDÉRATION ANARCHISTE  
DEVANT LA 23<sup>e</sup>  
CHAMBRE CORRECTIONNELLE**

**V**OILÀ une bien étrange opération de police! Les faits vous les connaissez par la grande presse. Rappelons-les brièvement. Vendredi 23 mars, un certain nombre de militants de la Fédération Anarchiste quittent leur local pour rejoindre la manifestation contre les licenciements. Il s'agit d'encadrer et de protéger les vendeurs du *Monde Libertaire* et les manifestants libertaires qui, traditionnellement et comme les autres organisations d'extrême-gauche, se placent en queue du cortège. Tout autour de la place de la République, et pour trier les groupes qui s'y rendent, les CRS ont

installé des barrages. Nos camarades franchissent un barrage, au second ils sont interceptés. Ils finiront la manif au commissariat. Rien d'extraordinaire direz-vous. Somme toute, il s'agit d'une arrestation préventive, de la routine quoi! Détrompez vous! Si certains d'entre eux sont relâchés, douze vont être gardés à vue puis présentés au Parquet. Ils sont inculpés de port d'arme! Leurs armes? Les hampes des drapeaux noirs qu'ils portaient pour manifester, plus la possession d'un certain nombre d'objets hétéroclites qu'ils portaient sur eux au moment de leur arrestation.

Décidément, le ridicule ne tue plus! Pour ma part, j'ignorais que le code Napoléon ait calibré la hampe des drapeaux promenés dans les défilés et je ne suis d'ailleurs pas sûr que celles que transportent les anciens combattants lorsqu'ils se rendent à l'Arc de Triomphe, ne soient pas d'un calibre en-

core plus respectable! Il paraît que c'est la loi anticasseurs, la dernière de nos lois scélérates, qui le veut ainsi. Mais alors je suppose que de tenir la clé de son appartement dans sa main pour, suivant la tactique du coup de poing américain, frapper l'adversaire, est également une arme possible et dans ce cas c'est

une centaine de milliers de délinquants que l'honorable président de la 23<sup>e</sup> chambre aurait dû faire comparaître à la barre. Soyons sérieux et examinons de près cette opération de police.

(suite page 12)

FOP.2520

## Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

### PROVINCE

AISNE : SOISSONS  
 ALLIER : MOULINS  
 ALPES-MARITIMES : ANTIBES  
 AUBE : TROYES  
 B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX  
 CALVADOS : HÉROUVILLE-CAEN  
 DOUBS : BESANÇON  
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCE-  
 RON  
 GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL  
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC  
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES  
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS  
 ISÈRE : GRENOBLE  
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES  
 LOT : GROUPE DÉPARTEMENTAL  
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN  
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
 MANCHE : ST-LO  
 MORBIHAN : LORIENT  
 NIÈVRE : NEVERS

ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS  
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BA-  
 YONNE-BIARRITZ  
 RHÔNE : LYON  
 HAUTE-SAVOIE : ANNECY  
 ANNEMASSE  
 SEINE-MARITIME : ROUEN - LE  
 HAVRE  
 SOMME : AMIENS  
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :  
 VILLEFRANCHE DE ROUEGUE  
 VAR : RÉGION TOULONNAISE  
 YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTE-  
 MENTALE  
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE  
 SUD-LUXEMBOURG

\* \* \*

### LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES  
 DES ORGANISMES SOCIAUX  
 - LIAISON DES POSTIERS  
 - LIAISON DES CHEMINOTS  
 (édite *Voie Libre*)  
 - LIAISON DU LIVRE  
 - CERCLE INTER-ENTREPRISES  
 DE CALBERSON (Paris 18<sup>e</sup>)  
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe de Tours : les seconds et quatrièmes lundis du mois, de 20 à 22 h, au 10, rue Jean Macé à Tours.

Groupe de Rennes : le jeudi de 19 h 30 à 20 h 30 à la M.J.C., rue de la Palette.

Groupe Kropotkine d'Argenteuil : les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant, à Argenteuil (au fond de la cour).

Groupe Paul Mauget d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La tête en bas - 17, rue des Poitiers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de Culture et Liberté 72, Bd. Eugène Pierre à Marseille.

Groupe Orsay-Bures : les seconds et quatrièmes vendredis de chaque mois, à la Maison pour Tous de Courdimanche, Les Ulis, de 20 h à 22 h, salle Charlie Chaplin.

Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible, au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 à 16 h, au 51 rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10 rue Robert Planquette, Paris 18<sup>e</sup>.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 à 20 h et le samedi de 16 à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>.

Groupe Proudhon de Besançon : au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h 15 à 20 h et le samedi de 15 h à 17 h.

Groupe de Lyon : tous les samedis à partir de 15 h au local ACLR (rez-de-chaussée) 13, rue Pierre Blanc à Lyon.

Groupe La Boétie : les seconds et quatrièmes mercredis de chaque mois à 20 h 30, Centre administratif, mairie d'Asnières.

Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : dans les locaux du Cercle d'Etudes Sociales, 16 rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Germinal : tous les jeudis de 19 à 20 h au café Le Métropole, avenue de la République à Issy les Moulineaux (face au terminus des bus 126 et 190). Tous les mardis de 19 à 20 h, petite salle du patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, Paris 15<sup>e</sup> (métro : Boucicaut).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h et le samedi de 14 à 18 h, en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Fresnes-Antony : tous les jours de 10 à 20 h, le dimanche de 10 à 13 h, au 34 rue de Fresnes à Antony (Tel. 668-48-58).

Groupe d'Amiens : tous les mercredis de 20 à 21 h, 13 rue Corré (quartier St-Roch) à Amiens.

Groupe Voline : 26, rue Piat-Paris 20<sup>e</sup>. Tous les samedis de 14 à 16 h.

Groupe Eliée Reclus d'Aix-en-Provence : tous les samedis de 10 à 13 h à la table de presse tenue devant le palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h dans le hall de la fac de Lettres.

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h, rue du Gros Horloge.

### PERMANENCE ANTIMILITARISTE

Chaque samedi de 13 à 15 heures  
 Librairie Publico - 3, rue Ternaux-75 011 PARIS

Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures  
 3, rue Ternaux - 75 011 PARIS

Permanence le samedi à cette adresse de 15 à 19 h

### RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.

### BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY  
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE  
 FRESNES-ANTONY  
 - MASSY PALAISEAU  
 - ATELIER DU SOIR  
 - ORSAY BURES  
 - SAVIGNY SUR ORGE  
 CORBEIL ESSONES  
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-  
 MARNE  
 - DRAVEIL  
 - THIAIS, CHOISY

### BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY SUR MARNE,  
 CHELLES  
 - MONTREUIL, ROSNY

### BANLIEUE OUEST

- NANTERRE, RUEIL  
 - VERNEUIL, LES MUREAUX  
 - ISSY LES MOULINEAUX, BOU-  
 LOGNE-BILLANCOURT, MEUDON

### BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE  
 ST-OUEN  
 - ASNIÈRES  
 - COURBEVOIE, COLOMBES  
 - SEVRAN, BONDY  
 - ARGENTEUIL

### LIAISONS

De l'Aisne, Aubenas, La Rochelle, Saintes, Marennes-Oléron, Salon, des Ardennes, Grasse, Vierzon, Bé-gard, Concarneau, Brest, Montpellier, Bourgoin, Orléans, Cherbourg, Chi-non, Chaumont, St-Sever, Vendôme, Montoire, Blois, St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz, Valenciennes, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montaubaun, Poitiers, Nord de la Haute-Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême.

Le nouveau groupe de St-Michel-sur-Orge organise une réunion-débat sur le problème des

HÔPITAUX PSYCHIATRIQUES à la salle municipale du Bois des Roches à St-Michel-sur-Orge (à côté d'Euromarché)

SAMEDI 14 AVRIL à 20 h 30

Le groupe appelle également tous les sympathisants à le contacter par l'intermédiaire des R.I.

Le groupe Kropotkine organise des colloques-débats dans son local 28, rue Carême Prenant 95 100 Argenteuil

Samedi 7 avril à 15 h 30 LA HIERARCHIE DES SALAIRES

Samedi 21 avril à 15 h 30 ANARCHO-SYNDICALISME ET SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

La région toulonnaise de la F.A. organise

SAMEDI 14 AVRIL à 20 h 30

un film-débat

LA VILLE A PRENDRE

suivi d'un débat sur l'urbanisme et la communication

## LA RUE N° 26 EST PARUE

Cette revue du groupe libér-taire Louise Michel est en ven-te en son local ainsi qu'à Pub-lico.

Une liaison est en formation à Firminy en Haute-Loire.

Un nouveau groupe du nom de « Commune » vient de se créer dans le Val-de-Marne, sur Fresnes-Nord, L'Haye les Roses.

En Corse, à Ajaccio et Bastia, des liaisons sont actuel-lement en formation.

En Charente, c'est à Angou-lême qu'une liaison se forme.

Pour tous ces groupes et liaisons, les contacter par l'in-termédiaire des RI, 3 rue Ter-naux, Paris 11<sup>e</sup>.

Au moment où la F.A. lance sa campagne sur les pays de l'Est le groupe Commune de Kronstadt partie intégrante du collectif de soutien à la lutte du peuple bulgare informe les lecteurs du ML qu'il tient à leur disposition une brochure d'information sur la répression qui sévit en Bulgarie

Pour les intéressés écrire au groupe à Publico (Prix : 5 F)

Directeur de la publication Maurice Laisant Commission paritaire n° 55 635 Imprimerie « Les marchés de France » 44, rue de l'Imitage Paris 20<sup>e</sup> Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 77 Routage 205 - Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse

## Voie Libre n°11 est paru

La liaison des cheminots annonce la parution de « Voie Libre » n°11. Au sommaire : les grèves de gratuité - Enrayeur, attention au choc! - Ras-le-bol des foyers dortoirs - Devant l'action directe - Jeunes, la SNCF vous propose... En vente à Publico : 1 F

15 MARS 1979



organe de liaison des cheminots  
 FEDERATION ANARCHISTE

Pour tout contact :  
 Publico  
 3, rue Ternaux  
 75 011 PARIS  
 C.C.P. de soutien :  
 Paris 17 022 98 E

### éditorial

Une fois de plus nous voilà rejar-tis pour des séries de grève de... Celle du 7 mars fut une "réussite", et pour cela il n'en a pas fallu moins de sept syndicats pour parvenir à ce "tour de force" ! C'est comme si on voulait éteindre un incendie avec un verre d'eau! Le contrat d'entreprise a été tout de même signé, le plan Guillaume se pré-cise de plus en plus, et ceci est une at-taque de grande envergure de la part du patronat : c'est la fin de ce qui restait d'"un service public", des milliers d'em-plois supprimés, de lignes et de tarifs sociaux ; le statut de cheminot est gra-vement remis en question, de même que sont les "avantages" des usagers.

Devant cette grave menace, les syn-dicats enforment les cheminots dans le carcan des grèves de 2... (sous le prétexte d'une unité syndicale, "FSC et homme d'équipe même combat ! ses clous!", et qu'on ne vienne pas nous dire que c'est un problème de combativité ou de mobilisation, les cheminots ont prou-vé en maintes actions leur détermination! Il faut se débarrasser de ces actions "traîne-savatte" et pratiquer une lutte appropriée à la situation actuelle. Les grèves habituelles sont inefficaces et IMPOPULAIRES !

Il faut nous lancer dans une grève d'auto-gestionnaire et appropriée de. Arrêtés dans un premier temps des circulations, puis remise en marche des trains gérés par les cheminots eux-mêmes et mis au compte des voyageurs grutifeme... en leur expliquant nos actions et en béné-

### CHEMINOT

### TON SEUL

### CONTRAT

### C'EST

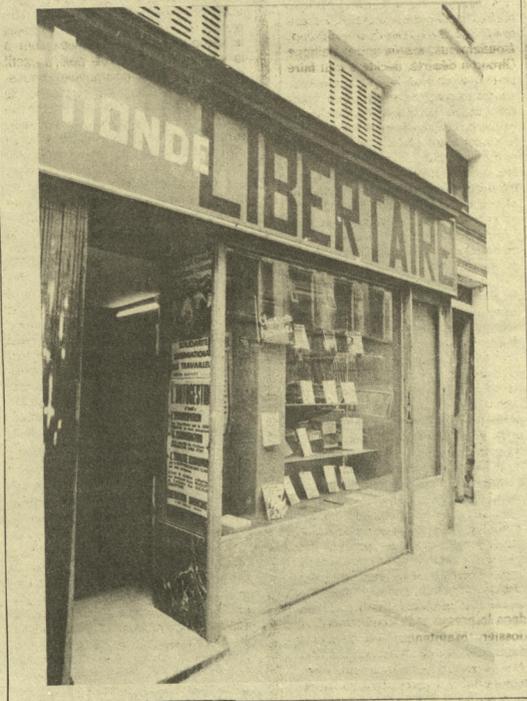


## l'autogestion

notre regard... et la Fédération des Usagers des Transports présent actuel-lement la "grève de gratuité".

Avec des assemblées générales sou-veraines élisant des délégués révocables et contrôlables à tous moments, nous es-pérons la coordination de notre grève et ceci dans un esprit d'action directe c'est-à-dire le même qui anime celui des

Du mardi au vendredi de 14 h à 19 h  
 le samedi de 10 h 30 à 19 h  
**PASSEZ DONC A PUBLICO !**



### LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris  
 Tel. 805.34.08 C.C.P. Publico 11289 15 Paris

TARIF		
	Sous pli fermé	
France	3 mois 50 F	78 F
	6 mois 95 F	150 F
	12 mois 180 F	280 F
Etranger		55 F
		110 F
		210 F

\* Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada

**Abonnez vous**

BULLETIN D'ABONNEMENT  
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom ..... Prenom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

à partir du N° ..... (inclus). Pays .....

Abonnement  Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref...en bref...

Samedi 24 mars, Philippe Butez, insoûmis à l'armée, s'est laissé arrêter par la gendarmerie de Dunkerque. Depuis il est en grève de la faim.

Bouffandeau, Favreau, Clantour, trois renouveaux de livrets militaires, après avoir vu leur « affaire » classée sans suite par le procureur de La Roche/Yon, ont eu la mauvaise surprise de se voir assignés au palais de justice de Paris. L'armée, décidée à les poursuivre, ne craint pas de se mettre hors-la-loi en violant l'article 382 du code de procédure pénale. Les renouveaux de livrets soulèvent l'incompétence du tribunal et ont décidé de ne pas se rendre à leur procès du 25/4.

Le C.L.O. Paris organise deux réunions-débats sur l'objection de conscience et ses liens sur la lutte antimilitariste. Le 3 avril à 19 h 30 mais ce n'est pas la peine d'indiquer le lieu car ce journal sort le 5 et la réunion aura déjà eu lieu, et le 7 avril à 14 h au 46, rue de Vaugirard à Paris 6°.

Désertion  
1 + 1 = 2

Après 6 mois d'armée effectués au 503<sup>e</sup> RCC (incorporation décembre 77, classes, ras-l'bol quotidien, étouffements, marée noire) Philippe Giroud a déserté, décidé à tout faire pour que sa désertion soit une lutte contre la militarisation. Pour situer son combat antimilitariste dans un cadre juridique clair, il a demandé le statut d'objecteur. Il avait à cette situation qu'il fut rejoint par un autre déserteur désireux de mener le même combat : Alain Port, incorporé à la BA 128 de Metz en juin 78 et lui aussi appelé en rupture de ban après 6 mois d'armée.

Aujourd'hui ils déclarent : « Nous avons tous deux fait la même demande pour affirmer notre volonté de lutter contre les institutions militaires et non pour échapper individuellement aux obligations militaires. Nous revendiquons le droit au statut pour tout individu et cela à tout moment et pour tout motif. L'obtention du statut pour des déserteurs permettrait d'élargir la brèche ouverte dans l'institution militaire par les objecteurs et Lecain. Notre lutte ne se limite pas seulement à cette obtention mais veut dénoncer le rôle politique d'une armée ».

Actuellement un certain travail a été effectué pour populariser le combat d'Alain et de Philippe. Ce fut : des prises de paroles aux meetings Larzac et au congrès de l'UPF, des distributions de tracts sur plusieurs rassemblements, des articles dans la presse et la confection d'un dossier. Maintenant les deux copains ont décidé de passer à l'étape supérieure : actions, gala et... arrestations. Ils ont décidé d'arracher le statut et c'est à nous de tout faire pour qu'ils l'obtiennent. Notre soutien s'effectuant en se rappelant que nous devons exiger la suppression de l'armée et non demander la suppression du service militaire. La lutte contre le service national n'étant qu'un des éléments (à ne pas privilégier) des luttes antimilitaristes parmi d'autres même si pour être considéré comme citoyen nous sommes confrontés aux obligations militaires. De plus, l'antimilitarisme n'est qu'un des éléments de la lutte révolutionnaire visant à changer l'ordre socio-économique existant qui est en fait la véritable origine des guerres et des armées nationales.

Soutenons Philippe Giroud et Alain Port, leur combat est nôtre  
Bernard ANDRÉ

Entretien

Stop à l'A 10 !

DEPUIS Malville, ce n'est un secret pour personne, les luttes écologiques marquent le pas. Le fantastique espoir de stopper net le programme nucléaire par des manifestations de masse a laissé la place au désenchantement, et c'est avec au cœur une infinie tristesse que les troupes écologistes ont amorcé un repli généralisé vers des pratiques davantage localistes.

Tout d'abord, au fur et à mesure que les luttes locales ou ponctuelles s'enracinent dans le temps, la prise de conscience relative à leur indépendance fait son chemin. Luttant antinucléaires, contre des pollutions diverses, les autoroutes... sont de plus en plus perçues comme les aspects particuliers d'une remise en cause globale du système. L'écologie politique digère lentement mais sûrement l'écologie environnementaliste. L'ensemble autrefois disparate d'une multitude de luttes partielles recherche aujourd'hui sa cohérence à travers un mouvement désormais irrémédiable de coordinations régionales. Sans faire de la météorologie politique à la petite semaine, on peut donc estimer probable que demain la puissance de feu des luttes écologiques va se trouver renforcée par ce processus unificateur au niveau régional. Prise séparément, chaque lutte n'était qu'un coup d'épingle donné au système ; coordonnées, leur impact va désormais s'apparenter au coup de massue.

Ensuite, les écologistes ont pris conscience de leur dramatique isolement. La blitzkrieg qu'ils avaient voulu mener seuls pour empêcher la « fin du monde » n'a pas réussi à venir à bout d'un système passé depuis longtemps maître dans l'art de faire pénétrer l'aliénation jusque dans la tête de ceux qu'il exploite et opprime. Aussi, sans pour autant perdre de vue la course contre la montre qu'il s'agit de mener pour empêcher l'irréversible et qui implique de remporter rapidement un certain nombre de victoires, la plupart des groupes et le mouvement écologique dans son ensemble, s'orientent actuellement vers la recherche d'alliés. Parallèlement à la volonté de devenir le pôle attractif et coordonnateur du nouveau mouvement social (luttes régionalistes, de femmes...), on assiste en effet à un certain nombre d'accords à la base avec syndicats et partis politiques de l'opposition. En clair, l'écologie est en train de découvrir la lutte des classes et ses efforts pour s'y inclure méritent toute notre attention.

En fait, et contrairement aux apparences, le mouvement écologiste n'a nullement été désintégré après le traumatisme de juillet 1977. Son abandon momentané de la scène du spectacle témoigne d'un mûrissement lent du mouvement et en tout état de cause d'une mutation en profondeur. Pour mieux comprendre la réalité de cette mutation, les espoirs et les craintes (tentations réformistes et politiciennes) qu'elle est à même de susciter, je suis allé m'entretenir avec les membres du comité « Stop à l'A 10 » de Fenouix en Charente Maritime ; l'histoire de leur lutte est particulièrement significative de l'évolution du mouvement écolo.

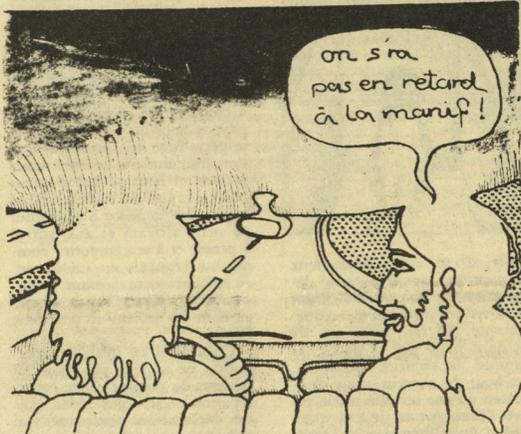
J.M.R. — Depuis deux ans, vous vous battez contre l'autoroute A 10 Poitiers-Bordeaux, vous avez réussi à populariser cette lutte dans notre région et au niveau national. Aujourd'hui, où en êtes-vous ?

Comité Stop à l'A 10 — Si on te dit qu'aujourd'hui nous mobilisons une grande part de notre énergie dans la préparation du recours en conseil d'Etat que nous venons juste de déposer, ce cliché photographique de l'étape actuelle de notre lutte s'apparenterait à un instantané sans grande signification. Pour bien situer la réalité présente, il faut reprendre le film des événements. L'autoroute A 10, comme tu l'as fort justement écrit dans *Le Monde Libéraire*, a longtemps été notre tunnel sous la Manche. De temps à autre, le projet ressurgissait, faisait la une de la presse régionale, puis retombait de nouveau dans les oubliettes d'un tiroir ministériel. Et puis, brusquement, à la surprise générale, en 1977 l'enquête d'utilité publique est tombée comme un pavé dans la mare des communes concernées par un tracé décidé par on ne sait qui. Dans notre région, la contestation a pris très vite une certaine ampleur. 28 communes affirmèrent publiquement leur opposition à l'A 10, un comité inter-communal de protection de la Saintonge regroupant 350 paysans se constitua, notre comité fut créé. Au début, nombreux furent ceux qui crurent que cette levée de bou-

Tirant les leçons de l'échec - les trompettes écologistes n'ont pas réussi à faire s'écrouler les murailles d'un Etat dont la puissance avait été sous-estimée -, la plupart des groupes se sont engagés dans un processus de réflexion sur eux-mêmes et sur le système dominant, visant à la définition d'une nouvelle stratégie. Globalement, cette réflexion s'organise autour de deux axes.

cliers et leurs annotations dans les cahiers d'enquête d'utilité publique, suffiraient à faire échouer le projet. Inutile de dire que le rapport final du commissaire enquêteur, en concluant à l'utilité publique du projet, fit l'effet d'une véritable douche froide. A la stupeur succéda très vite la résignation et le combat dut alors se mener sur deux fronts. A cet instant précis, l'ampleur de la tâche à accomplir nous donna un instant le vertige. Non seulement il nous fallait expliquer pourquoi nous refusions l'autoroute en tant que telle, mais encore il fallait rendre crédible une possibilité de victoire pour essayer d'empêcher ceux qui n'y croyaient plus de négocier à l'amiable avec Scetau-route et accélérer ainsi l'irréversibilité du projet. Notre recours en conseil d'Etat comme la brochure que nous avons réalisée s'inscrivent en plein dans cette problématique.

dage réalisé auprès des entreprises révèle que l'autoroute en tant que telle ne les motive que de façon mineure pour venir s'installer quelque part. L'existence d'un tissu industriel ou la présence d'une main-d'œuvre abondante prennent à leurs yeux une toute autre importance. A la vérité, cette autoroute doit s'analyser comme partie prenante de l'aménagement général de notre région. Elle servira aux touristes parisiens qui pourront ainsi aller s'entasser davantage et plus vite sur nos côtes, elle servira également à la centrale nucléaire de Braud-St-Louis, une bretelle y menant directement. Bref, dans une société dominée par l'Etat technobureaucratique, la volonté sans cesse croissante de centralisation implique la création d'autoroutes pour relier la capitale aux grandes métropoles régionales et aux secteurs vitaux comme la centrale nucléaire du Blayais. Cette



— Refuser le nucléaire s'explique assez facilement, les conséquences écologiques, sociales et politiques d'un tel choix sautent aux yeux, mais une autoroute, pourquoi mettre tant de détermination à la combattre. N'est-ce pas une lutte qui s'apparente à la défense des petits oiseaux ?

— Au départ, comme la plupart des paysans, nous considérons l'autoroute comme une gêne, une destruction supplémentaire de l'espace agricole. Très vite cependant, notre réflexion s'est approfondie et tout en affinant les critères que nous formulons sur un plan strictement technique (mauvais tracés, illusion des créations d'emploi...) nous avons commencé à percevoir la dimension politique du projet. Sur le plan technique, l'autoroute A 10 est effectivement un non-sens flagrant, une véritable hérésie. Comme tous les projets autoroutiers, c'est une réalisation qui s'inscrit dans le passé, dans le cadre du V<sup>e</sup> Plan de Pompidou pour être plus précis. A cette époque, l'énergie était bon marché, le mythe de la bagnole régnait en maître. Aujourd'hui, la situation a changé, l'autoroute est en complet déphasage avec la réalité. Avant de commencer les travaux, on sait qu'elle sera déficitaire. Les prévisions de trafic donnent un chiffre moyen de fréquentation journalière de 7000 véhicules. Il en faudrait 10 à 12000 pour assurer la rentabilité de la concession. Comme les mêmes prévisions font ressortir un accroissement du trafic sur la nationale, on sait déjà qu'il faudra la doubler, ce qui n'aura pas pour effet d'améliorer la situation financière de l'A 10. En fait, très vite, comme pour l'autoroute de l'Est par exemple, la société concessionnaire sera obligée de remettre la concession à l'Etat et ainsi la collectivité paiera l'autoroute deux fois. Quant à l'argument du désenclavement et de la création d'emplois, sa non-valeur est tout aussi flagrante. D'une part le doublage des nationales et l'amélioration du réseau existant suffirait amplement au désenclavement et, d'autre part, un son-

Ecologie politique

faire passer un certain nombre d'articles et de communiqués de presse. Cela étant, nous avons toujours été conscients de la signification de toute participation au cirque électoral (délégation de pouvoir, logique de la com-promission...). Notre profession de foi fut sans aucune ambiguïté à ce propos. Nous avons demandé de voter contre l'autoroute, pas pour notre candidat. En fin de compte, bien que nous n'ayons pas envie de renouveler l'expérience, nous gardons un bon souvenir de la chose. Le spectacle du panier de crabes des partis, inquiets de notre candidature et cherchant le contact avec nous, relevait du gag. Notons quand même que par la suite nous avons amené la section communiste de St-Jean d'Y à nous soutenir, y compris financièrement. C'est pas triste. Voilà pour les risques de dégénérescence de notre lutte. A mon point de vue ils sont nuls. Nous n'avons aucune illusion sur la bande des quatre et les nains politiques qui pourront ainsi aller s'entasser davantage et plus vite sur nos côtes, elle servira également à la centrale nucléaire de Braud-St-Louis, une bretelle y menant directement. Bref, dans une société dominée par l'Etat technobureaucratique, la volonté sans cesse croissante de centralisation implique la création d'autoroutes pour relier la capitale aux grandes métropoles régionales et aux secteurs vitaux comme la centrale nucléaire du Blayais. Cette

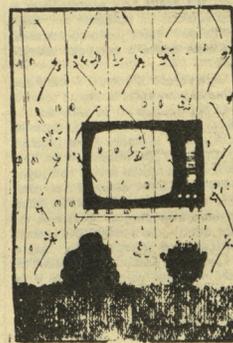
— En conclusion, comment voyez-vous l'avenir ?

— A l'heure actuelle, outre la fait que Scetau route apprécie notre action à sa juste valeur, il semble encore possible d'arrêter l'autoroute. Certes des forages ont lieu actuellement, mais la résistance des paysans à ces forages comme à la création de sablières (nécessaires aux travaux) et l'hypothèse d'un succès de notre recours en conseil d'Etat font que les dés ne sont pas encore jetés. De toute manière, nous nous opposerons à tout début des travaux. Un certain nombre d'individus dont bien sûr nous ignorons tout ont d'ailleurs déjà manifesté leur détermination en cassant des bornes ou en sabotant le matériel de Scetau route. Il paraît que les dégâts se chiffrent actuellement à plusieurs dizaines de millions. En conclusion, partout où nous pouvons nous exprimer, nous appelons à ne pas céder d'un pouce sur quoi que ce soit.

Propos recueillis par J.M. RAYNAUD

\* Pour se procurer la brochure *Le Progrès ça roule* qui mérite d'être lue, pour prendre contact

Comité Stop à l'A 10  
La Ferme Fenouix  
17 350 St-Savinien



— Dis donc Roger, avec l'autoroute qu'ils vont faire on pourra aller voir la tante Micheline à Bordeaux un peu plus souvent...

— Oh! c'est pas encore fait, avec tous ces emmerdeurs qui sont contre tout!...

Une proposition réaliste

Pour mettre un terme à la querelle à laquelle donnent encore lieu les déclarations de Monsieur Giscard d'Estaing, concernant « l'interdiction » des manifestations au cœur des grandes cités, un député de la Majorité, Monsieur Allais, propose de transporter le centre des villes à la campagne...

## POURQUOI UNE ANNÉE DE L'ENFANCE ?



Le procès de Gérard Roussel, qui devait avoir lieu le 23 mars, fut reporté au 30 parce qu'on ne pouvait « amener » le prévenu de l'H.P. de Villejuif le jour de la manifestation des sidérurgistes, la ficaille étant surchargée de « travail ».

Inculpé de violence à l'enfant, en l'occurrence de pédophilie hétérosexuelle (voir article du 22 mars), Gérard fut escorté par deux « civils ». Dès l'entrée de la cour, le procureur demanda le huis-clos. Le président dit en écho : « Après en avoir délibéré (où et quand ?) le tribunal exige le huis-clos ». Journalistes, plaignants, assistants et possibles voyeurs durent évacuer la salle.

Le couloir, appelé salle d'accueil (les hôtes étant des fils en habit), fut cependant une mine de renseignements et de réflexions. La seule famille « plaignante », portugaise, conditionnée par le forcing policier, était au complet : papa, maman et les 3 fillettes, dont 2 « victimes » de Gérard qui ne violenta jamais une des ces enfants.

La dame du greffe (greffière ?) sortit de la salle d'audience pour suggérer au papa-plaigneur de demander des dommages-intérêts ! La mère d'un garçon de 10 ans, non victime de Gérard puisque de sexe masculin, mais qui fréquentait Gérard, semblait en équilibre instable. En théorie, elle est pour la libération sexuelle ; en pratique, elle en veut à Gérard de « marginaliser » des enfants. La sexualité non conforme aux règles judéo-chrétiennes est sans doute à ses yeux marginale.

Le « couloir d'accueil » même au tribunal pour enfants, ce qui valut à tous les évacués de la salle du tribunal de voir le défilé des enfants délinquants escortés de la ficaille (3 fils pour un adolescent de 13/14 ans), se rendant devant leur juge. Deux poids deux mesures : on protège « la pureté » des petites filles et des petits garçons contre le vilain adulte, car l'enfant est sexuellement jugé irresponsable, inapte à l'amour, à l'autonomie. Quand ce même enfant vole, s'attaque à la sacro-sainte propriété, cet enfant est alors jugé responsable, accessible à une sentence pénale. Bizarre, non ?

Outre les nombreux fils de service intra et extra la salle du tribunal, un fils gentillet veillait sur les 3 fillettes pendant que le père et la mère portaient plainte. Un plaisantin demanda à cet ange gardien : « Aimez-vous les petites filles ? ». Pas de réponse.

Un coupable était absent : le labo-photo délateur de la FNAC Montparnasse, qui mit la police sur l'affaire par le biais des films où Gérard et Joanna s'aliment. On aurait une tendance naïve à plutôt chercher les indices ailleurs !

L'avocate de la défense, maître Sénéchal, après les 4 heures d'audience, nous confia que le procureur a demandé une peine longue... avec traitement médical. La pédophilie est sans doute un crime que l'on punit en même temps qu'une maladie que l'on soigne !

Si notre attente du verdict le 20 avril est anxieuse, que dire de l'angoisse de Gérard Roussel reconduit au pavillon 28 de l'H.P. de Villejuif, déjà fourbu par 18 mois d'incarcération !

M.M. HERMET

Le 20 novembre 1959, l'organisation des nations unies adoptait la déclaration des droits de l'enfant. Cette déclaration, composée de dix principes, n'avait rien d'original et elle pouvait se résumer ainsi : l'enfant a droit à l'amour et à la protection familiale, l'enfant a droit à une patrie et à un nom, à la sécurité sociale ainsi qu'à une éducation gratuite et obligatoire, sans aucune discrimination.

En 1979, nous fêtons le vingtième anniversaire de cette déclaration qui, malgré sa banalité, n'a jamais été mise en pratique quant à l'abolition des discriminations raciales et autres. Le *Courrier de l'Unesco*, dans un excès de philanthropie, nous affirme qu'il existe un milliard de raisons pour que cette année internationale de l'enfance soit la mise en pratique des dix principes de la déclaration. Malgré tout, il est fort curieux que nous ayons dû attendre vingt ans pour que cette déclaration obtienne une certaine valeur aux yeux des Etats.



Or, il est tout aussi curieux de constater que dans cette déclaration, la liberté de l'enfant vis-à-vis des institutions est inexistante. En fait, la liberté de l'enfant passe par la patrie, la famille, la sécurité sociale et, au bout du chemin, nous n'obtenons qu'une servilité totale envers l'Etat. A-t-on déjà vu quelqu'un être libre tout en étant esclave de son intégration dans les processus éducatifs officiels ? D'ailleurs, les chefs d'Etat ne s'y trompent pas, comme par exemple Brejnev qui déclarait : « Les enfants sont notre avenir et c'est à eux de continuer l'œuvre de leurs pères et de leurs mères ». Ce qui, en langage commun, veut dire : « Les enfants sont l'avenir de l'idéologie dominante, et c'est grâce à l'éducation familiale et étatique reçue qu'ils comprendront le bien-fondé de nos actions et leur rôle consistera à défendre ce que nous leur laissons contre les attaques des déviants ». En bref, Brejnev ne faisait qu'assurer l'avenir des goulags... Quant à Giscard, il n'est guère plus précis lorsqu'il déclare : « C'est aussi de l'étonnement et des questions de l'enfant que naît la volonté de changement sans laquelle notre monde se durcirait en vieillissant ». Le changement dans la continuité s'affirme. Mais pour que les enfants s'expriment, il ne faudrait pas leur envoyer des CRS en guise de réponse. En vérité, cette année de l'enfance est une véritable duperie dont le but n'est pas d'aider l'enfant à s'affirmer, mais plutôt l'aider le plus rapidement possible à subir l'idéologie dominante du moment.

Quant aux discriminations, n'en parlons pas. Les chefs d'Etat ne vont quand même pas nous

**SOUSCRIVEZ  
POUR  
L'HEBDO**

faire croire qu'ils vont se saborder en donnant l'égalité totale entre tous les enfants. Qui donne l'égalité aux enfants dans tous les domaines se verra contraint à court terme de la donner dans tous les domaines à tous les adultes. Ce qui serait la négation de la hiérarchie et en même temps des capitalismes privés et d'Etat. La hiérarchie est discriminatoire et en l'abolissant ce sont les organisations sociales fondées sur l'autorité des Etats qui s'écroulent. Enfin, ne les prenons pas au sérieux car chez eux tout est affaire de mots, quant à la réalité elle est tout autre et n'est pas prête à changer tant que les individus seront considérés comme de simples machines.

Devant l'affaiblissement de l'institution familiale, les Etats ont réagi en prenant à leur compte et de manière sournoise l'éducation de ses « futurs sujets ». En fait, cette année de l'enfance est la prise de conscience des Etats de la mutation idéologique du monde, et, en tout état de cause, leur réaction consiste à s'assurer leur avenir. Notons aussi au passage que 1979 sera l'an 1 d'un impérialisme culturel dont les principales victimes seront les enfants. Impérialisme dont le but sera d'assurer dans le monde entier la puissance d'un Etat, car cette année de l'enfance est un fait purement occidental dont les répercussions à court terme se feront sur les pays « sous-développés ». Cet impérialisme n'a aucune fonction humaine vu que ses motivations et buts sont purement économiques. En fait, la réalité immédiate consiste à enseigner au petit africain et aux autres à penser et à se comporter comme un Français ou un Russe, en évitant au maximum la déviance. Les Etats l'ont compris, au nom des enfants on peut tout faire...

Quoi qu'il en soit, l'émancipation ne se fera pas dans les coulisses du pouvoir. Cette émancipation ne sera pas codée dans des déclarations pompeuses qui masquent une réalité bien différente. Si pour l'Unesco il y a un milliard de raisons pour faire cette année de l'enfance, pour nous il y a trois milliards de raisons pour s'émanciper et pour être Libres et Egaux !

Frantz OLLIVIER  
(Cadillac)

## Sauvons la famille... ?!

ATAQUER la famille, c'est devenu dans certains milieux, en particulier une certaine gauche marginale, « cool », une mode : ça fait bien, ça donne l'air libéré, libéré de quoi ? Des chaînes familiales ? On peut se demander s'ils ne se sont pas trompés de chaînes car le capitalisme, la société moderne, se chargent de faire ce travail de destruction de la cellule familiale, de cette « énorme chaîne », pour lui en substituer d'autres qui se rencontrent dans la vie de tous les jours et sont de plus en plus nombreuses (exemple peu connu : métro-boulot-dodo).

La famille, dans notre société, représente l'ordre, le respect des valeurs morales, elle transmet de génération en génération les erreurs de la société. Elle la copie, ce qui lui donne dans certains cas ce côté étouffant, attaqué fort justement par les « JCL » (les Jeunes Cool Libérés). Mais derrière ce côté négatif, la famille apporte autre chose à l'individu : la sécurité dont tout être humain a besoin pour se sentir à l'aise dans la vie. Re-

## Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs... à vos clapiers, et vite fait, POUR SURPROCRÉER !

« Si la production des chières ne s'accélère, la France va craquer, ainsi que la liberté française ». C'est presque en ces termes que Michel Debré pontifie au nom de la Patrie (« pour laquelle un Français doit mourir ») et aussi parce que Michou est papiste, pauliste du fond des tripes ou d'autre chose. C'est la manière « démocratie française » de commenter la récente encyclique « Redemptor hominis ».

lique de France, « fille aînée de l'Eglise », comme chacun sait ou ne sait pas.

Le raisonnement de Michel est fort étrange et sa logique botteuse n'a rien à voir avec le rationalisme cartésien pourtant de nationalité française.

Le manque d'enfants menace nos belles libertés si scrupuleusement respectées. Et Debré Michel regrette, nostalgique : « l'instinct de procréation est devenu volonté de procréation ». On peut traduire que Michel préfère - et de beaucoup - le comportement du lapin à celui de l'être humain. La liberté, à mon sens, se situerait plutôt au niveau de la volonté, qui permet l'autonomie, le choix de décision. L'instinct, à mon sens toujours, serait plutôt celui du chien, inconnu qu'en sautant la chienne il va faire une portée de chiots. L'autonomie, la liberté, c'est justement pour le couple la possibilité de choisir d'avoir un enfant, quand elle et lui le décident. Drôle de liberté que celle qui prône la surproduction des enfants « non délibérés » (sic) tout autant et plus que délibérés.

Michel a son petit côté démagogue, puisqu'il verse une larme de circonstance et de crocodile sur le chômage, l'inflation, le déficit de la Sécu, ce qui ne l'empêche nullement d'affirmer que ces problèmes seront solutionnés par un décapement des natalités ! Pauvres enseignants que l'on va limoger, faute de moufflets et de potaches à enseigner ! Il n'a pas l'idée, Michel, de songer à réduire les effectifs des classes pour obtenir une école un peu moins inefficace.

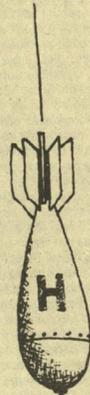
Les vieillards (et les vieillards) vont pulluler. Il n'a pas non plus l'idée, Michel, de proposer des horaires de travail moins démentiels et une politique d'éducation des loisirs.

Il est vrai que Michel Debré, s'il envoie sa prose, involontairement délirante, au quotidien *Le Monde*, n'a pas encore à ce jour favorisé *Le Monde Libéraire* du plus mince entrefilet. Le débat avec cet homme de bien à l'implacable logique sur la notion de liberté ne serait pas piquée des vers !

Il pourrait peut-être nous faire comprendre ce que signifie l'expression « les cas d'urgence et de détresse » qui à ses yeux légitiment seuls une interruption de grossesse, fébrile qu'il est dans l'attente de l'abrogation de la loi sur l'avortement. Il nous expliquerait sans doute son admiration, récente autant qu'étonnante, du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (le Coran frère cadet de l'Evangile) « où non seulement pilule et avortement sont condamnés, mais l'élan vital est encouragé » et où « les mouvements d'émancipation féminine ne se heurtent pas seulement à des mœurs » mais à un projet politique et économique.

Est-ce une place classe touriste avion direction Rome-Vatican ou direction Téhéran qu'il faut retenir pour Michel Debré ? Jean-Paul II et l'Ayatollah Khomeiny vous bénissent, mon fils, vous et les myriades de petits lapins français à venir, à consommer en civets, sauce Etat/Capital.

Marie-Madeleine HERMET  
(Gr. Victorine B.)



« Le manque de respect de l'enfant dans le sein de sa mère » larmoyait Jean-Paul, 2° du nom. « Je dis bien : faute d'enfants, la France va craquer » certifie le prophète de la droite catho-

Antonio et Isabel  
(Gr. Grenoble)



# Pays de l'est et capitalisme d'Etat

## Introduction

**A**FGHANISTAN, Albanie, Algérie, R.D.A., Angola, Bulgarie, Cambodge, Chine, Corée du Nord, Cuba, Éthiopie, Hongrie, Laos, Mongolie, Mozambique, Pologne, Roumanie, Somalie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S., Vietnam, Yougoslavie... Depuis que dans ces pays, à la suite de l'U.R.S.S. en 1920, les partis « communistes », « socialistes » unifiés, « populaires » ou « progressistes » se sont emparés du pouvoir et l'ont rendu absolu, l'histoire de ces sociétés n'a jamais cessé d'être l'histoire de la lutte entre l'accumulation d'un capital d'Etat et les travailleurs subalternés et asservis par ce processus.

Dans ce dossier nous n'avons pu et c'est là l'évidence, aborder tous les problèmes cruciaux que posent économiquement, politiquement et culturellement tous ces pays. Nous avons donc dû faire un choix ; choix arbitraire qui nous a poussé à ne pas parler de certains sujets (constitution russe, historique de la société soviétique, origine et développement du capitalisme d'Etat) qui seront traités dans un *Monde Libéraire* hors série, afin de ne pas faire double emploi ; ou pour les mêmes raisons à ne pas traiter de certains pays (Roumanie, Tchécos-

lovaquie, Hongrie...) qui ont déjà été étudiés dans les colonnes de ce journal. En revanche il nous a paru indispensable de donner une large place à la Bulgarie, seul pays de l'est où, grâce à nos camarades de la F.A.C.B., subsiste encore dans son opposition révolutionnaire, et malheureusement pays fort méconnu tant dans notre mouvement qu'au dehors. De même les liens privilégiés que conservent les pays du capitalisme d'Etat avec les dictatures fascistes nous ont semblé être un bon sujet d'analyse. La documentation que nous vous soumettons est loin d'être complète, elle n'en a d'ailleurs aucunement la prétention, elle s'efforce simplement d'offrir des indications-repères pour faciliter aux lecteurs et aux militants les recherches plus poussées qu'ils seraient tentés de faire sur le problème. Il s'agit avant tout d'un instrument de travail et non pas d'une étude exhaustive sur la question des pays de l'est et du capitalisme étatique...

Salutations libertaires  
Groupe Commune de Kronstadt

### Il y a tout juste 58 ans, la Commune de Kronstadt venait d'être écrasée le plus gigantesque régime concentrationnaire que la terre ait jamais connue faisait son apparition...

**I**l existe à présent suffisamment d'ouvrages sérieux sur la façon crapuleuse dont les bolchéviks assasinèrent les travailleurs et les marins de Kronstadt (Ida Mett, Voline, Paul Avrich...) pour qu'une fois de plus nous racontions le fil des événements. Tout a été dit et par conséquent redire, même avec d'autres mots, ce qui a été déjà maintes fois narré est sans aucun intérêt. C'est pourquoi nous préférons laisser la parole à ceux qui vécurent cet instant tragique et c'est pour cela que nous vous présentons ci après deux extraits à notre avis significatifs des *Izvestia* de Kronstadt. Souhaitons entre parenthèses qu'après le torrent d'ordures que les marxistes-léninistes de tous poils ont déversés sur les insurgés, ils fassent connaître aussi à leurs « militants de base » ce genre d'écrits, ce qui, au nom de « l'objectivité la plus matérialiste qui soit » ne leur ferait certainement pas de mal...

Qu'exigeaient les insurgés ? C'est simple : la révolution sociale authentique, le pouvoir révolutionnaire des soviets ouvriers et paysans hors de la tutelle des partis et des commissaires...

« En faisant la révolution d'Octobre, les marins, les soldats rouges, les ouvriers et les paysans venaient leur sang pour le pouvoir des soviets, pour l'édification d'une république des travailleurs.

Le parti bolchevik a pris bonne note des aspirations des masses. Ayant inscrit sur sa bannière des slogans alléchants qui enthousiasmaient les travailleurs, il les a entraînés dans la lutte et leur a promis de les conduire dans le beau royaume du « socialisme » que seuls les bolchéviks sauraient édifier.

Naturellement une joie infinie s'empara des ouvriers et des paysans. « Enfin l'esclavage sous le joug des agrariens et des capitalistes va entrer dans le domaine des légendes » pensaient-ils. Il semblait que le temps était venu d'un libre travail dans les campagnes, dans les usines et les fabriques. Il semblait que le pouvoir allait passer aux mains des travailleurs.

Par une propagande adroite, des enfants du peuple laborieux étaient attirés dans les rangs du parti où on les soumettait à une discipline rigoureuse.

Par la suite, se sentant bien en forces, les bolchéviks, progressivement, éliminèrent du pouvoir d'abord les socialistes d'autres tendances ; après quoi ils repoussèrent de nombreux postes de l'Etat les ouvriers et les paysans eux-mêmes, tout en continuant à gouverner en leur nom.

Les bolchéviks substituèrent ainsi au pouvoir qu'ils avaient usurpé la tutelle des commissaires avec tout l'arbitraire du pouvoir personnel. Contre toute raison, et contrairement à la volonté des travailleurs, ils commencèrent alors à construire obtinément un « socialisme » étatique, avec des esclaves, au lieu de bâtir une société fondée sur le travail libre.

L'industrie était totalement désorganisée, malgré le « contrôle ouvrier », les bolchéviks réalisèrent la « nationalisation des usines et des fabriques ». D'esclave du capitalisme, l'ouvrier fut transformé en esclave des entreprises d'Etat. Bientôt cela ne suffit plus, on projeta l'application du système Taylor. Toute la masse des laborieux fut déclarée ennemie du peuple et assimilée aux « koulaks ». Très entreprenants, les bolchéviks se mirent alors à ruiner les paysans et à instaurer des exploitations « soviétiques », c'est-à-dire des propriétés du nouveau propriétaire agrarien : l'Etat. C'est tout ce que les paysans obtinrent du « socialisme » bolchévik, au lieu du travail libre sur la terre libérée qu'ils avaient espéré.

En échange du pain et du bétail, presque entièrement réquisitionnés, on obtint les razzias des tchékistes et les fusillades en masse. Beau système d'échange pour un « Etat des travailleurs » : du plomb et la balayette en place du pain!

La vie du citoyen devint monotone et banale, réglée d'après les prescriptions des autorités. Au lieu d'une vie animée par le travail libre et par la libre expression des individus, naquit un esclavage inouï et incroyable. Toute pensée indépendante, toute critique juste des actes des gouvernements criminels devinrent des crimes, châtiés de la prison et souvent de la mort.

La peine de mort, cette honte de l'humanité, s'épanouit dans « la patrie socialiste ».

Tel est le beau royaume du « socialisme » où la dictature du parti bolchevik nous a conduits.

Nous avons obtenu le « socialisme » d'Etat, avec des soviets de fonctionnaires qui votent docilement ce que l'autorité et ses commissaires infallibles leur dictent.

Le mot d'ordre : « Celui qui ne travaille pas ne mange pas » a été modifié sous ce beau régime « des soviets » : « Tout pour les commissaires! ». Et quant aux ouvriers, paysans et travailleurs intellectuels, eh bien, ils n'ont qu'à accomplir leur travail dans l'ambiance d'une prison.

Cela devint insupportable. Kronstadt révolutionnaire brisa, la première, les chaînes et enfonça les grilles de la prison. Elle lutta pour la véritable République Soviétique des travailleurs où le producteur lui-même deviendra le maître des produits de son labeur et en disposera comme il le voudra.

#### TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS ET NON AU PARTI ! LE POUVOIR DES SOVIETS LIBÉRERA LES TRAVAILLEURS DES CHAMPS DU JOUG DES BOLCHEVIKS

Lénine dit : « Le communisme c'est le pouvoir des soviets plus l'électrification », mais le peuple a constaté que le communisme bolcheviste c'est l'absolutisme des commissaires plus les fusillades.

Les soviets, et non pas la constituante, sont le rempart des travailleurs.

VIVE KRONSTADT ROUGE AVEC LE POUVOIR DES SOVIETS LIBRES !

(Extrait du numéro 14 des *Izvestia* de Kronstadt-16 mars 1921)

**L'**entité géo-politique bulgare s'étend sur une superficie de 110 927 km<sup>2</sup> sur laquelle « survit » une population de 8 500 000 habitants\* surveillés et contrôlés, jour et nuit, de manière permanente, par les sbires du régime.

Depuis la lutte de libération nationale menée contre l'emprise ottomane dès 1878, jusqu'en 1944, la structure politico-économique peut se résumer globalement comme une dictature capitaliste semi-militaire marquée épisodiquement de courtes durées de « liberté relative ». Durant cette période, le régime constitutionnel de la royauté s'efforça de se présenter comme un « modèle libéral » du genre britannique ou belge, mais c'était ici encore plus exclusivement théorique que là-bas. Le pluralisme politique était interdit et le mouvement anarchiste sévèrement réprimé et mis en clandestinité. Il n'existait à cette époque aucune possibilité, même minime, de démocratisation du régime, le conservatisme et la réaction, tant au niveau des hommes que des structures, ne permettaient aucune ouverture ni assouplissement.

L'agriculture constituait la principale ressource du pays, accompagnée par un artisanat diversifié et une industrie naissante liée aux particularités spécifiques du pays. Mais la situation économique était pour les travailleurs des plus dramatiques, la plus grande partie de la « richesse nationale » (c'est-à-dire de la plus-value agricole et industrielle extorquée aux producteurs) était destinée à l'équipement militaire et au standing de vie de la caste en uniforme qui détenait le pouvoir. Les déficits du commerce extérieur favorisaient encore l'aggravation de la situation aux dépens toujours et encore de la classe exploitée.



Les conceptions raciales, la hiérarchisation des structures politico-économiques, l'idéologie réactionnaire de la bourgeoisie d'avant et de pendant la seconde guerre mondiale, tout cela avait dans une large mesure préparé l'arrivée au pouvoir du despotisme marxiste-léniniste. La guerre des Balkans (1912) et celle de 1914-1918 modifièrent cependant profondément le comportement politique de la population et ce pour deux raisons fondamentales : d'une part la considérable perte de vies humaines, d'autre part l'accentuation gigantesque du désordre économique et social.

Au cours de ces années, le mouvement anarchiste bulgare joua un rôle des plus importants et exerça une influence considérable dans la classe ouvrière et paysanne. La lutte contre le Capital et l'Etat, qui s'intensifia, le vit impulser de larges mouvements d'occupation d'usines et de terres. En tant qu'organisation révolutionnaire de classe

la Fédération Anarchiste Communiste de Bulgarie organisa alors un vaste mouvement populaire contre le militarisme, source essentielle de l'intensification répressive du moment.

C'est dans la logique politique et éthique de cet esprit que la Fédération Anarchiste Communiste de Bulgarie mena la résistance armée d'abord contre le fascisme et ensuite contre l'occupant nazi pendant la guerre\*\*. C'est dans la logique de leur projet communiste libertaire que les anarchistes bulgares appelèrent les masses à la libération sociale qui, pour être pleinement réalisée, se devrait d'être leur œuvre propre, c'est dans l'impact énorme que reçut ce message révolutionnaire qu'un nombre sans cesse croissant de travailleurs se décida à prendre en main son destin même, contre toute forme d'esclavage économique et politique.

Malheureusement, le coup d'Etat militaire du 9 septembre 1944 étouffa brutalement ces aspirations à la révolution sociale libératrice. La lutte des classes exploitées pour leur auto-émancipation tant attendue, avorta très vite, à l'espoir succéda alors l'amertume. Le coup d'Etat installa dès lors, sous son destin même, contre toute forme de « Justice ». C'est alors le plus fidèle valet de Staline, Georges Dimitroff, qui, arrivé dans les bagages de l'armée rouge, fut imposé par l'occupant comme le « chef » du pays. Le pluralisme politique et syndical qui n'avait vécu que quelques semaines ne tarda pas à être conduit désormais vers l'étranglement total.

La libre discussion et confrontation des idées ne collant pas avec les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, celui-ci, une fois le pouvoir confisqué par lui aux dépens du prolétariat dont il se réclamait hypocritement, ne toléra aucune diversité de vue et de conception. Qui ne partageait pas les idées qu'émettait la nouvelle classe dirigeante n'avait pas à émettre d'idées ; dorénavant la gestapo d'hier allait, par une « subtile et non moins dialectique » métamorphose, se transformer aujourd'hui en NKVD.

Le prolétariat en armes, qui avait lutté en masse pendant les événements ayant vu le nazisme s'écrouler, se voyait à présent désarmé par « la force étatique légale », deux mois à peine après le changement de régime. Ces armes étaient alors ramassées et récupérées par la police politique déjà mise en place, qui allait s'empresser ensuite de les retrouver contre les travailleurs.

## Bulgarie

### Depuis plus de 60 ans le mouvement anarchiste subit un génocide constant

(Cet article a été rédigé en collaboration avec les camarades du Collectif de Soutien à la Lutte du peuple bulgare)

La phraséologie creuse du marxisme-léninisme sur le « prolétariat armé » a vite montré ce que par delà les mots, elle produisait réellement dans les faits et dans l'histoire. La dictature salariale et étatique qui sévit quotidiennement en Bulgarie depuis plus de 30 ans de « marxisme-léninisme rationnellement appliqué » est l'expression parfaite en acte des axiomes totalitaires qu'a fondé Marx et que Bakounine a passé le plus clair de son temps à combattre par la plume et l'action. Cette dictature permanente nous montre une fois de plus que l'étatisation des forces productives n'enlève en rien à ces dernières les modalités (capital, autorité...) qui fondent l'exploitation de l'homme par l'homme, puisque de cette façon leur structure reste salariale ; donc servile, et que les rapports humains qui en découlent restent, eux, hiérarchiques et conflictuels. Mais ce qui a été le plus édifiant pour la classe ouvrière et paysanne c'est la mue significative qui a conduit la plupart des membres de l'ancienne caste réactionnaire aux postes de commande du nouveau régime pour constituer l'ensemble de l'appareil politique, administratif et coercitif. Quant à la police elle-même, habituée par héritage à son rôle de chien de garde du pouvoir quel qu'il soit, mieux habituée que quiconque à l'art de la répression sanglante, elle fait grandement le passage de la dictature fasciste à la dictature marxiste-léniniste.

Le nouvel Etat se donna (et se donne toujours d'ailleurs) la prétention de reposer sur une idéologie « authentiquement et hautement scientifique », et cela convenait parfaitement à l'appareil bureaucratique-policier en quête d'une nouvelle légitimation, après les atrocités commises récemment par lui sous l'ancien régime.

« Pseudo-avant-garde du progrès », soi-disant capable de fabriquer un nouveau type d'homme (comme en avait aussi l'intention Adolf Hitler), obéissant totalement au « comité central bulgare » fabriqué de toutes pièces par le colonisateur russe, cette clique politico-policrière allait se montrer envers les travailleurs d'une cruauté et d'une hypocrisie sans failles.

\* \* \*

Avant de commencer à décapiter les différents partis de gauche formellement associés au « gouvernement d'union populaire », le comité central du P.C.B., avec à sa tête Dimitroff, choisit comme première cible le mouvement révolutionnaire anarchiste, fortement influant dans la classe ouvrière et paysanne. Si les marxistes-léninistes pouvaient durant un temps tolérer la gauche parlementaire qui ne demandait qu'à partager les privilèges du pouvoir, ils ne pouvaient admettre plus longtemps la présence active des communistes-anarchistes au sein du prolétariat, prolétariat qui chaque jour accordait davantage de crédit à leurs conceptions, dans les refus qu'ils émettaient de toute exploitation salariale et étatique quelle qu'elle fut, de tout pouvoir quel que fut le drapeau derrière lequel il se camouflait. Moins de 5 mois après la chute du fascisme, la Fédération Anarchiste Communiste se réunissait le 10 mars 1945 à Sofia pour son congrès

(suite page 6)

elles,  
piers,  
ER!

file alnée de  
chacun sait

nt de Michel  
et sa logique  
à voir avec le  
sien pourtant  
gaïse.

enfants menace  
si scrupuleu-  
Et Debré Mi-  
lgique : « l'ins-  
tion est devenu  
éation ». On  
e Michel pré-  
coup - le com-  
pin à celui de  
liberté, à mon  
plutôt au ni-  
té, qui permet  
choix de déci-  
mon sens tou-  
celui du chien,  
autant la chien-  
ne portée de  
mie, la liberté,  
pour le couple  
choisir d'avoir  
de elle et lui le  
de liberté que  
a surproduction  
déliérés » (sic)  
lus que délibé-

petit côté déma-  
se une larme de  
le crocodile sur  
flation, le défi-  
ce qui ne l'em-  
d'affirmer que  
seront solution-  
plement des na-  
enseignants que  
faute de mou-  
à enseigner!  
Michel, de son-  
les effectifs des  
tenir une école  
inefficace.

(et les vieillar-  
l, n'a pas non  
hel, de proposer  
e travail moins  
e politique d'édu-  
s.

e Michel Debré,  
rose, involontai-  
te, au quotidien  
pas encore à ce  
e *Monde Libér-  
ance entrefilet.*  
cet homme de  
able logique sur  
pé ne serait pas

eut-être nous faire  
que signifie l'ex-  
cas d'urgence et  
qui à ses yeux lé-  
une interruption  
fébrile qu'il est  
de l'abrogation  
l'avortement. Il  
rait sans doute son  
récente autant  
du Proche-Orient  
e du Nord (le Co-  
let de l'Évangile)  
lement pihle et  
sont condamnés,  
al est encouragé  
mvements d'éman-  
inine ne se heur-  
nt à des mœurs »  
projet politique et

place classe tou-  
direction Rome-Va-  
ction Téhéran qu'il  
our Michel Debré ?  
et l'Ayatollah Koh-  
pénissent, mon fils,  
myriades de petits  
à venir, à conciv-  
s, sauce Etat/

adeleine HERMET  
(Gr. Victorine B.)

## Bulgarie

(suite de la page 5)

national. Mais avant même que tous les délégués provinciaux arrivent à ce congrès, 105 militants de la capitale étaient arrêtés par la police politique. Soumis à un tabassage en règle, ils furent rapidement envoyés en camps de concentration près de la ville de Douznitza. Là, assujettis aux travaux forcés et à la « rééducation politique », ils subirent de façon permanente les brutalités et les vexations de leurs geôliers dotés de la science pédagogique marxiste-léniniste.

Mais là il faut savoir et faire savoir que pendant des décennies, le mouvement révolutionnaire anarchiste bulgare a livré à lui seul un intense combat de classe contre le capitalisme et l'étatisme, combat tout à fait exemplaire face à la dictature instaurée par le régime monarcho-fasciste. Dans cette lutte tenace où il se gagna la sympathie et l'adhésion des masses laborieuses, il subit des pertes énormes : des dizaines de groupes anarchistes furent démantelés, les militants massacrés et au cours du coup d'Etat de 1923 plus de 30 000 travailleurs furent assassinés dont des milliers de nos camarades.

A peine sortis des prisons, des camps de concentration, des maquis et de la clandestinité, les militants de la Fédération Anarchiste Communiste de Bulgarie se virent infligés par le nouveau pouvoir le même traitement que celui que leur avait infligé les fascistes. Les raisons en sont claires : le mouvement anarchiste est l'adversaire exclusif du totalitarisme politique et de l'esclavage économique, quelles que soient les variations idéologiques et quelles que puissent être les formes juridiques ou constitutionnelles qu'ils puissent revêtir.

dans le fait qu'il existe un sommet qui neutralise de façon absolument nécessaire la base et l'assujettisse ainsi totalement. Le fond des choses est là et pas ailleurs, il réside globalement dans les conditions sociales de production et dans les conditions humaines de communication que le marxisme n'a jamais su et pu analyser jusqu'à leur fondement premier. On ne peut, et cela il faut le répéter constamment, construire le socialisme en conservant le salariat et l'Etat et en maintenant les rapports humains verticaux et abrutissants qu'ils perpétuent et qui les fondent, dans tous les domaines, politiques, économiques ou culturels. En préservant et en consolidant jusqu'à les multiplier ces structures aliénantes et exploitantes, le marxisme n'a pu, en acte, qu'étatiser l'esclavage qui traverse de part en part le capital ; il l'a rendu encore plus absolu et plus atroce, encore plus puissant et plus féroce. En tant que bilan global, le marxisme constitue la régression sociale la plus avancée que notre époque ait jamais connue, c'est le fossé désormais patenté de toutes les révolutions qui, déclenchées en dehors de lui, furent étouffées à partir des partis composés d'individus robotisés qu'il avait sournoisement constitué dans le mouvement ouvrier mais contre ce mouvement, non pour l'éclairer mais pour l'encaserner. Organe de la contre-révolution en milieu ouvrier, ou sans nul doute, le marxisme est toujours ce qui, en période de désintégration sociale et de révolution en marche, a permis à l'Etat et au salariat de se maintenir en conservant, et pire, en amplifiant l'exploitation de l'homme par l'homme.

Trois années après que le régime se soit installé, l'étatisation accélérée de toutes les branches industrielles, artisanales et agricoles fut décrétée et ce jusqu'au moulin à eau qui fonctionne toujours aujourd'hui.

Au petit matin, devant chaque établissement, les travailleurs « eurent le plaisir » de rencontrer la police politique armée qui veillait désormais en permanence sur les nouvelles propriétés de l'Etat. Les directives quotidiennes du nouveau maître se mirent alors à pleuvoir sans interruption dans un déchaînement aveugle de violence et d'assourdissante répression.

L'économie bulgare prit l'allure concentrationnaire du capitalisme d'Etat russe, chaque jour de façon plus intense s'effectuait dès lors la déportation de masses ouvrières et paysannes sur les « chantiers » établis par le plan du comité central. La plupart de ces « chantiers » portaient la verbeuse épithète de « groupes de travailleurs volontaires ». Pendant que de cette façon s'organisaient le salariat d'Etat, de l'autre les groupes de travailleurs manuels et intellectuels appartenant à diverses organisations de gauche parmi lesquels un nombre considérable de membres de la Fédération Anarchiste Communiste furent dirigés vers les camps d'extermination.

Dans ces années de ténèbres qui persistent encore la police politique fit triompher le sadisme et la Bulgarie derrière le rideau de fer devint rapidement un gigantesque théâtre macabre d'où les acteurs ne pouvaient être que martyrs ou bourreaux. L'aberration barbare qui caractérise le P.C.B. alla même jusqu'à déclencher une propagande fracassante contre les chiens qui, prétendait-il, « causaient un énorme préjudice alimentaire » et « dégradait l'honneur de la population ». La police idéologique fut à l'avant-garde de cette campagne savamment orchestrée, opérant surtout la nuit pour capturer ses victimes, elle fut ravie que l'on fasse ainsi méthodiquement disparaître l'animal qui faisait souvent obstacle à son travail de bourreau, soit en prévenant son agresseur. Désormais la police politique put arrêter la nuit les opposants sans bruit et le jour elle put continuer à garder une apparence des plus paisibles.

Dépourillé de tous ses « droits » politiques même les plus formels, le prolétariat bulgare n'avait plus ni la possibilité d'imprimer sa presse, ni celle de se réunir, ni celle de lire, de voir ou d'entendre autre chose que le catéchisme officiel, ni celle de manifester ses positions propres, ni, ni, ni finalement de faire quoi que ce soit qui puisse contrarier la classe dominante dans le souci permanent que cette dernière avait et d'accroître ses privilèges.

Les « profonds » changements qu'avait « désiré », « proclamé » et « organisé » le P.C.B. montrèrent ainsi l'horreur de la réalité sur laquelle déboucha très rapidement tout projet marxiste-léniniste consciencieusement appliqué. La nouvelle classe exploitée devint le maître absolu de la richesse produite sur le dos du prolétariat enchaîné. Pour les travailleurs de la ville et de la campagne, cette classe dirigeante distribua généreusement et vite : misère, famine, servage planifié et camps de rééducation en attendant que, la « médecine » officielle aidant, les premiers hôpitaux psychiatriques fassent leur apparition.

La caste marxiste-léniniste, semblable en de très nombreux points à la caste fasciste qui l'avait précédée, s'installa alors dans les palais de l'ancien régime. Détentrice de droits considérables évidemment interdits au reste misérable de la population laborieuse, la bourgeoisie capitaliste d'Etat devenue riche et puissante entra en possession d'innombrables propriétés et immeubles cossus et c'est à l'intérieur de luxueuses limousines noires aux rideaux fermés, escortées d'une garde impressionnante d'assassins en uniformes qu'elle visitait son royaume carcéral. Bien que le « peuple travailleur » soit en « droit » propriétaire légal des moyens de production et d'échange, la réalité nous prouve qu'en « fait » il n'est qu'un esclave salarié collectif aux mains de la bourgeoisie qui pour être étatique n'en est pas moins totalement capitaliste.

C'est tout à la fois dans l'opulence financière et la misère intellectuelle que la bourgeoisie d'Etat développe son pouvoir illimité qui lui permet tant dans l'économique, le politique, le social que le culturel de mettre en route une formidable machine de répression aux possibilités innombrables pour écraser l'individu et le travailler à sa guise.

Le P.C.B. étend son monopole sur toutes les manifestations de la vie (tout du moins ce qu'il en restait), les travailleurs ainsi sont devenus de simples proies et c'est en tant que tel qu'à tout moment chacun d'eux se doit d'être « disponible » comme un brave animal domestique.

La bourgeoisie d'Etat et ses flics tortionnaires sont descendus dans la profondeur de la conscience humaine, ils lui ont arraché et pulvérisé tout ce qu'à travers les âges et au prix de tant de difficultés et de combats elle était parvenue à édifier et à transmettre de social, d'éthique et de révolutionnaire.



Depuis près de 35 ans de « rééducation » marxiste-léniniste, le prolétariat bulgare vit de façon permanente à l'heure de la dénonciation, du mensonge, de la lâcheté, du cynisme, de la torture et du crime élevés globalement au rang de méthode de gouvernement par le comité central. Plus de trente années après la fin de la guerre, le pain, quand il y en a, pour les travailleurs kolkosiens, est distribué à la carte, la viande est quasiment inexistante et le manque de magasins pour produits laitiers se fait cruellement sentir. Les légumes et les fruits sont eux des denrées très rares, dans certaines régions plus de 25% de la terre cultivable est carrément abandonnée pour des raisons d'« incapacité technologique ». Avec un salaire moyen de 2 lévas par jour (ce qui équivaut environ au prix d'un kilogramme de riz), le travailleur bulgare a très certainement le triste privilège d'être le plus misérable des travailleurs du bloc capitaliste oriental. Pendant les 5 mois d'hiver, plus de 60% des travailleurs kolkosiens se retrouvent sans aucune prestation, ils doivent alors subsister avec ce que, par « chance », ils auront pu mettre de côté durant leurs sept mois d'activité. Nombreux sont les kolkosiens qui dorment tout habillés l'hiver par manque de charbon ou de bois dans des maisons où rien n'a pu être fini, dans des villages où l'urbanisme est inexistant ou archaïque.

Quant aux anciennes coopératives ouvrières et paysannes créées par des femmes et des hommes ayant le sens du progrès social émancipateur, tout cela a été depuis bien longtemps aboli et remplacé « officiellement » par des magasins d'Etat où la classe dominante s'enrichit de façon monumentale aux dépens bien sûr des salariés enchaînés qu'elle exploite et surveille à chaque instant du jour et de la nuit.

Mais si le problème de l'alimentation est des plus difficiles à la campagne, il est tout aussi lamentable en ville. La pénurie, la rareté de la plupart des produits de première nécessité prennent en plus un temps incroyablement à chaque ouvrier qui, pour se nourrir, est obligé d'aller sans arrêt d'un magasin à un autre ou d'une ville à une autre en dehors de son pénible esclavage journalier.

Les travailleurs sont obligés de « donner » un mois complet de leur salaire chaque année à l'aristocratie régnante, amenés par camions entiers ils sont

alors dirigés soit vers les kolkos des campagnes, soit vers les chantiers urbains. La Bulgarie compte (tenez vous bien!) 4 millions de syndiqués obligatoires et les cotisations rapportent, vous pouvez le croire!

Le service militaire dure deux années et au bout de deux à trois mois d'instruction militaire, le soldat est obligatoirement dirigé vers « le travail productif », ce qui une fois de plus augmente considérablement les profits de la bourgeoisie d'Etat. Chaque année les élèves des écoles primaires ramassent gratuitement pour « l'Etat populaire » plus de 10 000 tonnes de plantes et de fruits sauvages que celui-ci, une fois qu'ils lui ont été livrés, revendra pour son plus grand avantage. Pour 1979, 350 000 lycéens et étudiants vont « gracieusement offrir » un mois et demi de travail à la « mère patrie », ce qui fait près de 15 millions de jours de travail encore non rémunérés.

En ville la crise du logement se fait toujours ressentir, les loyers y sont très chers, les maisons mal équipées, l'hygiène défective et les payes misérables sont bloquées depuis déjà plusieurs années. Mais les prix augmentent, eux, chaque année de 20 à 25%, certains allant même jusqu'à 100%. La crise mondiale du capitalisme se répercute aussi, et c'est logique, sur la Bulgarie épuisée depuis longtemps dans un processus d'accumulation et de développement d'un capital d'Etat qui n'en finit plus depuis près de 40 ans de stagner... Subissant encore plus qu'en occident et que dans le reste des pays de l'est les effets d'un déficit commercial croissant, les travailleurs bulgares, une fois de plus, paient la facture. Quant à elle, la bourgeoisie d'Etat se réserve une vie comparable à celle de sa consœur occidentale et les smicards de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne... peuvent venir passer leurs vacances sur la côte bulgare à bon prix, les devises vont renforcer les gains de la classe dominante aux dépens des esclaves qu'elle asservit.

Toutes les relations sociales et humaines entre les individus sont désormais coupées, enfermés dans leur misère et leur drame quotidien ceux-ci n'ont plus aucun droit à revendiquer, exiger ou proposer quoique ce soit. La totalité des médias est entre les mains de l'appareil du comité central, qui peut ainsi marteler incessamment les consciences qu'il enferme, dans tous les domaines la propagande vise à masquer la réalité nationale et internationale. Par la rigueur de la censure les marxistes-léninistes sont partout « éducateurs-rééducateurs », de l'âge du berceau jusqu'à celui du tombeau, ils font perpétuellement pression sur les millions de cervelles qu'ils ont « misérabilisés » et qu'ils veulent faire définitivement entrer dans le monde du marxisme-léninisme. Le monopole du parti ne s'impose pas seulement au moyen de production, il englobe encore la diversité absolue de la vie tout entière, toute pensée, action ou expression doit être obligatoirement « liée et reliée » aux impératifs du pouvoir. Depuis plus de 35 ans les prolétaires des villes et des campagnes subissent, sous la houlette meurtrière du P.C.B., un des régimes des plus inhumains et concentrationnaires que la planète ait présentement jamais vu. Dans la profonde et sombre nuit de l'enfer bulgare où des milliers de nos camarades sont morts et où d'autres résistent encore, les emprisonnés, les persécutés, les torturés sont condamnés à la mort lente mais sûre si la solidarité internationale ne soutient pas avec force leur cause et leur lutte. Elle peut le faire, elle doit le faire, à chacun désormais de jouer pour que la révolution sociale libératrice se mette effectivement en marche...

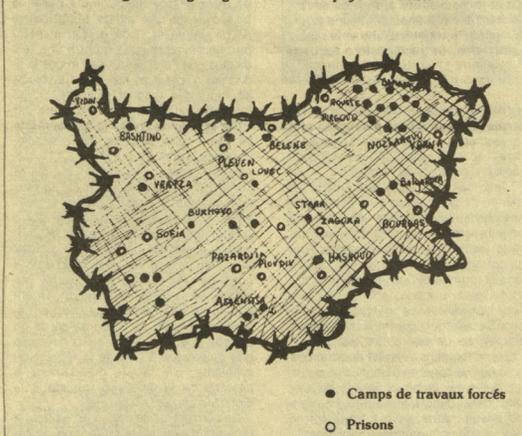
\* Bulgares, Macédoniens, Grecs, Juifs, Tziganes, Turcs...

\*\* Les anarchistes organisèrent un nombre considérable de maquis et nombre d'entre eux participèrent activement au développement de la guérilla anti-fasciste.

\*\*\* Nous publierons prochainement la biographie complète de notre camarade, avec des commentaires de militants anarchistes bulgares en exil qui l'ont bien connu. Arrêté la première fois en 1930 alors qu'il n'avait pas 20 ans, il a passé plus de 30 ans dans les geôles fascistes et marxistes-léninistes, et il est encore interné dans des conditions effroyables.

\*\*\*\* Rien que pour 1977 la production agricole a dégringolé de 6,3% alors que le comité central avait, lui, envisagé une croissance de 4% ; la production de tabac à elle seule a fait une chute de 140 000 tonnes à 160 000 tonnes.

Bulgarie : un goulag à l'échelle d'un pays tout entier



Combattant les privilèges de classe, l'inégalité sociale qui en découle et l'oppression qu'ils nécessitent, refusant toute exploitation de l'homme par l'homme, la FACB ne pouvait dès lors que subir la répression idéologique et physique du capitalisme d'Etat qu'étaient en train d'édifier les marxistes-léninistes à la solde de Moscou.

La critique sociale et révolutionnaire que les anarchistes effectuent et défendent quant à la liberté et la dignité humaine faisait énormément obstacle aux plans du parti « communiste ». Incompatible et absolument contradictoire avec l'idéologie qu'il véhiculait et la pratique qu'elle impliquait, cette analyse critique et émancipatrice devait disparaître. C'est ce que militairement le P.C.B. entreprit de faire en organisant méthodiquement le génocide des anarchistes. Tout ce que nous a démontré en Bulgarie comme partout ailleurs de par le monde le capitalisme d'Etat depuis plus de 60 ans, confirme le caractère profondément réactionnaire de la pensée marxiste tant dans ses conceptions théoriques que dans ses applications pratiques et historiques. Il ne peut en effet y avoir de bouc émissaire personnellement responsable de l'univers concentrationnaire, soit Lénine, soit Trotsky, soit Staline, Poi Pot, etc., c'est le système philosophico-politique en tant que tel qui, globalement, en est la source évidente dans la praxis totalitaire et aliénante qu'il nécessite.

Le développement du goulag ne s'explique pas à partir d'une mauvaise direction politique qui aurait bureaucratiquement dégénéré ou qui aurait mal appliqué les pensées suprêmes du maître suprême. Les racines objectives du problème résident non dans le fait qu'il y ait eu un dérapage au sommet mais

Déjà pendant la résistance contre le nazisme, les cadres politiques du P.C.B. avaient tenté d'imposer leur loi, pratiquant allègrement les assassinats de militants anarchistes, installant des prisons secrètes où étaient liquidés les militants avec lesquels les divergences politiques étaient trop marquées. Le P.C.B. agit exactement comme son homologue espagnol l'avait fait durant la guerre civile, il créa sa police secrète destinée avant même de combattre les nazis, à éliminer les révolutionnaires. Commencée hors du gouvernement, la contre-révolution marxiste-léniniste atteignit toute son ampleur quand, après 1945, le P.C.B. se fut définitivement rendu maître exclusif de la machine économique et politique. Alors, de façon résolue il entama, dans l'indifférence internationale quasi absolue, une extermination par lui voulue complète du mouvement révolutionnaire anarchiste bulgare.

Depuis cette époque des milliers de militants anarchistes, lycéens, étudiants, ouvriers, paysans... ont été minutieusement liquidés sans que malheureusement grand monde ne s'en préoccupât à l'extérieur. Combien sont-ils encore aujourd'hui, comme Kristo Kolev Yordanov\*\*\*, à croupir lamentablement dans les prisons et les camps de Belene, de Stararago ou de Nozharovo. Combien sont-ils attachés à des camisoles de force à subir l'utilisation des neuroleptiques et à recevoir des chocs électriques dans les hôpitaux psychiatriques de Sofia et de Biala. Combien sont-ils encore en ce mois d'avril 1979 à crever à petit feu dans l'oubli quasi général, dans ces cachots glacés où, presque sans nourriture et médicaments, à force d'attendre, ils ne savent même plus ce qu'ils attendent.

## L'OPPOSITION EN R.D.A.

« La République Démocratique Allemande est un Etat socialiste des ouvriers et des paysans. Elle est l'organisation des travailleurs des villes et des campagnes sous la conduite de la classe ouvrière et de son parti marxiste-léniniste ».

Art. 1 de la Constitution amendée d'octobre 1974

COLONISÉE depuis 1945 avec les autres peuples d'Europe de l'Est par le capitalisme d'Etat russe, la RDA devait être une vivante démonstration de l'économie « socialiste ». Cela a permis à la RDA d'atteindre des chiffres de production élevés par rapport à sa superficie, au nombre de ses habitants, à ses ressources naturelles... et aux résultats enregistrés dans les autres pays « socialistes ».

La « socialisation » a malgré tout été parfois fort rigoureuse, provoquant de vifs mécontentements populaires et même des émeutes : le 17 juin 1953, 22 manifestants tués à Berlin-Est, 4 000 emprisonnés. De plus, la rigueur de ce nouveau régime provoqua le départ de plusieurs millions d'habitants de la RDA vers l'Allemagne fédérale.

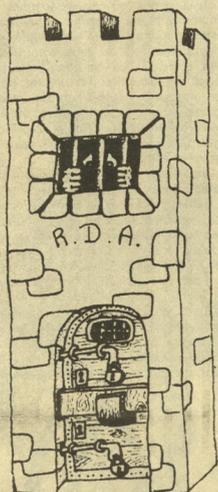
Mais qu'en est-il actuellement ? La RDA reste-t-elle le 1<sup>er</sup> pays industrialisé d'Europe de l'Est avec la Tchécoslovaquie ? Y a-t-il une contestation ouverte ? C'est ce que nous allons essayer de voir à travers un bref aperçu de la situation sociale, politique et économique.

C'est dans le courant des années 70 que l'économie de la RDA subissant la crise, a dû, pour pouvoir continuer à survivre, avoir recours aux économies occidentales. Parallèlement, le renforcement progressif du pouvoir d'Erich Honecker se faisait sentir quant au IX<sup>e</sup> congrès du SED en mai 1976, il prend le titre de « Secrétaire général » du parti. A la fin de cette même année 1976, il devient président du Conseil d'Etat (avec bien entendu les 99,86% des voix du candidat unique des « démocraties socialistes »). Avec la présidence du Conseil national de Défense, il assume désormais, comme son prédécesseur Ulbricht, la double direction du parti et de l'Etat.

Mais malgré la puissance économique est-allemande et malgré le fait que l'industrie tourne à plein régime, la capacité d'accumulation de capital est encore très limitée, ne permettant pas à l'économie de trouver son équilibre. C'est la raison pour laquelle les « autorités » de la RDA ont ouvert une campagne invitant les directeurs d'usines et les ouvriers à augmenter la production et la productivité. La semaine de travail est officiellement de 43 h 45 pour cinq jours de travail, soit 8 h 45 par jour. Actuellement, cette semaine est régulièrement prolongée d'une demi-journée de travail supplémentaire le samedi, permettant aux salariés intéressés de bénéficier d'une prime équivalente à 60% du salaire journalier. Mais malgré cet effort de production, 53,3% de la population est au travail (ce qui constitue une sorte de record du monde : l'Allemagne fédérale n'atteignant que le chiffre de 42,3%), malgré la croissance en valeur réelle dont les salaires n'ont bien sûr pas le plein bénéfice (en 77, par rapport à 60, le PNB a plus que doublé, tandis que les salaires réels n'augmentaient que de 71%) les exportations ne parviennent pas à équilibrer les importations. Au début de 78, la République démocratique allemande devait 2,6 milliards de DM à l'ensemble des pays occidentaux. La cause principale du déficit étant

l'effort d'amélioration du niveau de vie, dont les effets fort inégalitaires permettent aujourd'hui aux bénéficiaires patentés du régime, et à eux seuls, d'acquiescer des marchandises occidentales.

La détente et l'intensification des échanges commerciaux provoquent ainsi un durcissement intérieur dont l'un des aspects est une sévérité accrue à l'égard des intellectuels. Nombre d'entre eux ont quitté la RDA - dont le gouvernement semble d'ailleurs souhaiter qu'ils partent.



Après le « Printemps de Prague » en 1968, puis avec l'avènement d'Honecker en 1971, nombreux furent les intellectuels qui demandèrent et obtinrent l'autorisation de quitter l'Allemagne de l'Est. Parmi eux : des médecins, des universitaires, des écrivains connus comme les romanciers Manfred Bierler, Christa Reining, le poète Peter Hucker et le philosophe Ernst Bloch.

Mais la première crise qui provoqua l'indignation de la population fut l'extradition du poète et « faiseur de chansons » Wolf Biermann au cours d'une tournée en République Fédérale en novembre 1976. Des dizaines d'écrivains et d'artistes adressèrent alors aux dirigeants de leur pays une lettre de protestation. Des pétitions circulèrent en faveur du banni. Ce mouvement ne fut évidemment pas du goût des fonctionnaires de la culture, entre autres de Kurt Hager, membre du Bureau Politique du SED, et du ministre de la Sureté, Erich Mielke, lui aussi membre du Bureau Politique du SED. L'épuration prit dès lors plusieurs formes : l'arrestation pure et simple, le placement en résidence surveillée, sous le contrôle permanent de la police d'Etat, ou l'autorisation d'émigrer jusqu'alors refusée. Le physicien Robert Havemann, fut exclu du parti, radié de l'Académie des Sciences de Berlin-Est, cassé du Comité antifasciste de la résistance. En décembre 1976, Thomas Brasch, pourtant fils d'un haut fonctionnaire du parti prend le chemin de l'exil, suivi en avril 1977 de Reiner Kunze et de Sarah Krusch...

Puis ce fut le tour de la classe ouvrière. Plusieurs ouvriers se virent expulsés vers l'Allemagne de l'Ouest, accusés de s'être

solidarisés avec des écrivains pour protester contre la privation de la citoyenneté est-allemande de Biermann.

L'autorisation d'émigration n'est plus une mesure exceptionnelle contre tel ou tel récalcitrant, mais bien une politique délibérée.

Face à ce double problème, d'une part l'augmentation des dissidents en RDA, d'autre part la non-possibilité de développer suffisamment son capital d'Etat, l'Allemagne de l'Est se livre à l'exportation pure et simple de ses prisonniers politiques vers la RFA et ceux-ci sont une source de revenus fort appréciables (la somme varie de 50 000 à 100 000 DM selon la qualification de la personne).

C'est dans ce contexte d'insatisfaction, de révolte, de répression, que vient s'élever la critique d'un marxiste, membre du parti depuis 1954, à l'intérieur duquel il a fait toute sa carrière pour arriver finalement à occuper une position-clé dans l'industrie : Rudolf Bahro.

Dans son livre intitulé *Die Alternative*, Rudolf Bahro reproche aux régimes des pays de l'Est de s'être révélés incapables de concevoir et de proposer un idéal de société nouvelle. En fait - et c'est là que la condamnation de Bahro prend tout son sens - ces sociétés soi-disant socialistes ont conservé certains aspects essentiels des sociétés capitalistes, notamment :

- \* le salariat, en maintenant le même système de production des marchandises et en accordant la même importance à l'argent.

- \* en conservant la même division du travail et même en l'aggravant par un effort de rationalisation qui enferme les individus dans une hiérarchie de type capitaliste : tâches nobles de direction, tâches subalternes d'exécution.

- \* en favorisant les inégalités sociales, inégalités qui vont bien au-delà des inégalités de revenus.

- \* en poursuivant, comme les sociétés capitalistes et par des moyens encore plus perfectionnés, l'encadrement et l'assujettissement de la population.

La critique que Bahro fait du système est-allemand, même si elle est satisfaisante, ne comporte pas pour autant des solutions appréciables : R. Bahro est pour une « révolution culturelle » qui permettrait de changer la division du travail (l'aliénation de l'ouvrier, le travail à la chaîne), d'introduire la culture dans tous les niveaux de production, de combattre la bureaucratie, de créer les conditions d'une véritable communauté, de détruire le modèle patriarcal encore en vigueur dans la société.

Il s'agit alors de créer un nouveau « parti communiste », une sorte de « pacte » au-delà du capitalisme. Cette nouvelle « ligue des communistes » (Bund der kommunisten) offrira aux besoins d'émancipation de la classe ouvrière un soutien de solidarité avec garantie d'une autorité morale et politique supérieure à celle de n'importe quel appareil.

Nous voyons ici que R. Bahro n'a pas encore compris, malgré une analyse correcte des mécanismes salariaux et étatiques, que tout projet politique s'affirmant comme totalité verticale ne peut mener à la révolution mais simplement à un nouvel asservissement, à une nouvelle aliénation, à une nouvelle domination, celle de la Bund der kommunisten qui, loin d'émanciper le prolétariat est-allemand, le maintiendra dans de nouvelles chaînes et sous une nouvelle dictature.

## OÙ VA LA DISSIDENCE ?

(Cet article a été réalisé en collaboration pour la partie documentation avec les camarades de la coordination anti-autoritaire des pays de l'Est)

DANS les pays du capitalisme d'Etat les mouvements d'opposition (Charte 77, KOR, groupes d'Helsinki) libéraux visent à donner au système en place une connotation « plus humaine », n'entendent pas le moins du monde, comme le texte qui suit le montre et le démontre, détruire les rapports de production capitaliste. Ils n'aspirent dans les textes qu'ils ont jusqu'à aujourd'hui produits, qu'à « démocratiser » le salariat d'Etat en le rendant un peu moins contraignant et totalitaire. Il importe pour nous de dire qu'une « gestion démocratique » du capitalisme d'Etat n'apportera rien de plus aux travailleurs des pays de l'Est que ce que nous apporte à nous travailleurs d'Occident le capitalisme libéral qui nous asservit quotidiennement. Le choix n'est pas pour vivre une existence libre et pleinement créative entre une structure salariale et étatique « dure » et une même structure « plus souple », mais entre l'exploitation économique et politique, quelle que soit son ampleur et le refus de toute exploitation quelle qu'elle soit.

Comme les grèves violentes qui marquèrent la période 70-76 en Pologne l'ont montré, il n'y a pas et il n'y aura jamais de libération sociale possible tant que les travailleurs ne s'attaquent pas de front aux fondements économiques et politiques sur lequel s'appuie le capitalisme d'Etat pour asseoir sa domination sur le prolétariat oriental. En espérant que les positions politiques prises par la dissidence des pays de l'Est ne sont actuellement que des « alibis tactiques » destinés à lui éviter de subir une répression beaucoup plus féroce que celle qu'elle supporte déjà : il ne nous reste qu'à soutenir aux travailleurs manuels et intellectuels de ces pays de comprendre rapidement qu'on ne peut intelligemment demander à des appareils politiques et économiques destinés en premier lieu à exploiter et opprimer l'homme, de faire autre chose que d'exploiter et d'opprimer. Il ne s'agit pas de les faire exploiter et opprimer moins, il faut désormais les briser. Contre la forme mystificatrice, constitutionnelle et juridique des « droits de l'homme », il est urgent d'imposer partout une vision humaniste et révolutionnaire des droits de l'individu, bref d'œuvrer à la construction d'une société libérale et libératrice...

La déclaration générale des Droits de l'Homme, adoptée par les Nations-Unies, il y a 30 ans, est devenue une étape très importante dans la formation des principes humanitaires de la société contemporaine. Peu avant son adoption s'était achevée la seconde guerre mondiale et fut anéanti le nazisme hitlérien, lequel avait accompli des crimes considérables contre l'humanité. La mort de Staline mit fin, par la suite, à la dictature non moins criminelle.

Dépendant, maintenant encore, dans de nombreux pays du monde, dont l'URSS, les principes préconisés par la Déclaration des Droits de l'Homme sont loin d'être réalisés.

En URSS, de nombreux et importants articles de la déclaration des droits de l'homme sont violés en permanence, par exemple :

- article 5 : interdiction des punitions cruelles et dégradantes pour la dignité de l'homme.
- articles 10 et 11 : le caractère public et juste du jugement.
- article 12 : le secret de la correspondance et l'inviolabilité du domicile
- article 13 : le droit de choisir librement le pays d'habitation et le lieu de résidence à l'intérieur du pays
- article 15 : le droit de conserver ou de changer de citoyenneté
- article 18 : la liberté de religion
- article 19 : la liberté des convictions et la liberté de recevoir et diffuser l'information
- article 20 : liberté d'association
- article 23 et 26 : en contradiction avec l'esprit de ces articles, l'absence d'une discrimination nationale ou idéologique dans le travail ou dans l'enseignement n'est nullement garanti en URSS. De même pour la liberté de se syndiquer.

D'autres articles sont également violés à un degré semblable.

Une grave violation est constituée par le fait qu'en dépit de l'appel de l'assemblée générale de l'ONU à faire tout ce qui est possible pour diffuser et expliquer oralement ou par écrit la déclaration générale des droits de l'homme, en particulier dans les écoles et dans d'autres établissements d'enseignement, ce texte demeure inconnu par une grande partie de la population en URSS.

Dans les années 1960-1970, s'est créé en URSS un mouvement pour les droits

de l'homme, s'appuyant sur les principes de la Déclaration des droits de l'homme. Les lettres et les déclarations prenant la défense de personnes isolées, les articles et les œuvres littéraires, les travaux historiques, la correspondance et les journaux intimes d'emprisonnés de camps ou de prisons, le compte-rendu précis de nombreux procès, l'activité du groupe d'initiative pour la défense des droits de l'homme en URSS, le Comité des droits de l'homme, la publication régulière de la « Chronique des événements courants », les documents du groupe « Helsinki », le Comité des droits des croyants, la commission de travail sur la psychiatrie, etc., tout cela a révélé à l'opinion publique soviétique et mondiale le grand nombre de violations des droits fondamentaux, et a contribué grandement à la formation de la conception mondiale de la défense des droits de l'homme, capable d'unir, sur une base humanitaire, de nombreuses personnes, dans le monde entier, en dehors de toutes considérations de race, de foi, de situation sociale et de citoyenneté.

Nous sommes convaincus que la responsabilité de la surveillance de l'application des droits de l'homme, repose non seulement sur les Etats mais également sur les citoyens eux-mêmes.

Exprimant notre attachement à la Déclaration des droits de l'homme tels qu'ils sont formulés dans le Pacte sur les droits, dans l'Acte d'Helsinki, nous considérons indispensable :

- \* de libérer tous les prisonniers.
- \* de supprimer les articles 70 et 190 du Code Pénal de la République Russe (ainsi que les articles correspondants des autres républiques de l'URSS), qui donnent la possibilité de poursuivre en jugement la liberté de conviction et l'échange d'informations et d'idées.
- \* de supprimer la partie de l'article 64 du même code, qui fournit la possibilité de poursuivre les tentatives d'appliquer le droit de choisir le pays où l'on veut habiter.
- \* de supprimer tous les obstacles à l'accomplissement des droits sur le libre choix du pays de résidence (le droit de quitter et de revenir dans son pays), et le droit de choisir le lieu de résidence à l'intérieur de ce pays.
- \* d'interrompre les poursuites engagées contre les croyants de toutes confessions, de garantir une séparation véritable entre l'Eglise et l'Etat.
- \* de transformer totalement le régime appliqué dans les prisons et les cliniques psychiatriques, d'humaniser la réglementation du travail rééducatif.
- \* de liquider le travail forcé dans les lieux d'emprisonnement, en exil, et lors d'une libération anticipée conditionnelle.
- \* de supprimer l'article 290 du Code Pénal.
- \* de cesser toute répression psychiatrique pour motifs politiques.
- \* de cesser toute discrimination dans l'enseignement et dans le travail, à partir de critères de race, de convictions, de croyances, de condamnations ou en relation avec les poursuites intentées à des parents.
- \* de garantir la liberté de se syndiquer, ainsi que la liberté d'association en général.
- \* de cesser la violation du droit d'échange d'informations, tant intérieur qu'international, la violation du secret de la communication par poste, téléphone ou télégraphe.
- \* de supprimer toutes les décisions sur la privation de la citoyenneté pour des motifs politiques.

Nous adressons le présent document aux gouvernements de l'URSS et des autres pays qui ont signé en commun l'Acte d'Helsinki, et de même à tous les membres de l'ONU, qui ont proclamé, il y a 30 ans, la Déclaration générale des droits de l'homme, « en qualité de tâche, à l'accomplissement de laquelle doivent tendre tous les peuples et tous les Etats » ?

Cette adresse est mise à la disposition de tous ceux qui veulent la signer, aussi bien dans notre pays qu'ailleurs, de tous ceux qui aspirent en même temps que nous à la mise en application véritable de la Déclaration générale des droits de l'homme, en présumant que cela garantira non seulement la liberté individuelle et la vie de chacun, mais également une vie pacifique dans le monde.

Elena Bonner, Sofia Kalistratova, Malva Landa, Naoum Meimann, Victor Nekilov, Tatiana Ossipova, Youri Yarin-Agaev.

Plus de 300 personnes ont signé, en URSS, jusqu'à ce jour, cette adresse.

Groupes Moscovite de contribution à l'application des accords d'Helsinki en URSS (document n°69)

## Par delà le verbiage pseudo-progressiste dont il persiste à se parer pour continuer à mystifier le prolétariat mondial, le capitalisme d'Etat international coopère fructueusement avec les dictatures militaires fascistes...

Dès 1920, priorité fut donnée au développement du capital étatique. Pour ce faire, Lénine, en bon manager, eut recours au taylorisme qui, selon ses propres expressions, devait « augmenter la productivité du travail » et « jeter (attention tenez-vous bien!) les bases de l'organisation socialiste de l'émulation » en introduisant « les meilleurs systèmes de recensement et de contrôle ». On eut alors recours tout autant aux capitaux qu'aux techniciens étrangers, Ford par exemple exporta ses ingénieurs, les « spets », et construisit une usine à Gorki; désormais les travailleurs soviétiques n'avaient plus qu'un seul et unique droit : sur le burnous pour le plus grand profit des bourgeoisies russes et étrangères.

Les capitalistes occidentaux, en hommes de terrain commercial qualifiés, ne s'y sont pas trompés longtemps; même si pour des raisons tactiques « d'ordre intérieur » ils feignirent et feignent d'ailleurs encore de prendre le régime russe pour un danger « révolutionnaire », ils savaient déjà fort bien que si ce dernier était un concurrent inévitable, il était aussi à la fois un partenaire nécessaire dans la division internationale de la production salariale. Dès les années 20 en effet la bourgeoisie britannique, comme à l'accoutumée en pointe d'empirisme économique, accorda des prêts considérables à la caste dirigeante bolchevique. Puis alors se généralisa le système ingénieux des « prêts politiques ». Chaque fois que le capitalisme d'Etat russe aidait à briser les mouvements sociaux révolutionnaires qui sévissaient sur le terrain géographique du capitalisme occidental, ce qui lui était « relativement facile » par le contrôle pesant que les P.C. kominternistes exerçaient déjà sur les classes ouvrières des pays de type capitaliste privé, les prêts occidentaux auraient la « possibilité » d'augmenter très sensiblement quant à la masse globale de leur volume. Ainsi les rapports on ne peut plus privilégiés que, dès l'été 1919, le capitalisme allemand se mit à entretenir avec le nouveau capitalisme russe, furent tels que le parti bolchevique envoya en Allemagne des ambassadeurs qui, dans les nombreuses usines allemandes en grève qui travaillaient pour le capitalisme d'Etat russe, furent diplomatiquement chargés de demander aux travailleurs en lutte de reprendre le travail.

En 1922 fut signé entre l'Allemagne et la Russie le traité de Rapallo\*\* qui, en plus des vastes prêts concédés par Berlin, et d'un très important projet d'aide pour l'industrie lourde de la nouvelle Russie, comportait une clause militaire ultra-secrète. Ces accords militaires allaient permettre à l'Allemagne réactionnaire, triomphante de la révolution spartakiste, d'établir en Russie des camps d'expérimentation pour ses tanks, avions et gaz de combat qui étaient interdits par le traité de Versailles. Au passage, l'armée rouge en profita, bien sûr, et c'est auprès de la future armée brune qu'elle allait acquérir toute sa capacité technique et stratégique. Ainsi, comme on le voit, le pacte germano-soviétique d'août 39, s'il doit son existence aux nécessités « capitalistes et étatiques » des impérialismes stalinistes et hitlériens de l'époque, la doit aussi et sûrement pour une part fort importante, aux imbrications tenaces et permanentes qui relient les bourgeoisies des deux pays dans leur souci constant de perpétuer leurs intérêts mutuels des classes exploiteuses.

Après la seconde guerre mondiale et la redistribution des cartes politico-économiques qui s'ensuivit, l'URSS, par le pillage consciencieux qu'elle exerça sur ses nouveaux et riches satellites, augmenta considérablement son infrastructure économique-financière et simultanément ses réserves de nouveau capital.

Aujourd'hui, malgré l'infériorité notable du capitalisme d'Etat russe par rapport aux capitalistes privés industriels quant à sa capacité d'accumulation et de reproduction, les capitalistes russes et leurs alliés entendent bel et bien participer chaque jour davantage à la gigantesque pêche aux milliards que le marché mondial leur offre; et vous pouvez en la matière leur faire confiance, ils y participent intensément. Les bourgeois et les banquiers du Kremlin savent fort bien ce qu'ils veulent et au moment propice ils effectuent toujours et encore une multitude d'affai-

UNE fois que le parti bolchevique, en bon embryon de la classe dominante future, eut définitivement brisé l'élan autonome et révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes, ce qui succéda en Russie au vieux empire tsariste, loin d'être une étape si minime soit-elle vers le socialisme, constituée ce qu'il faut bien appeler l'exemple le plus atroce et inhumain dans l'espace et dans le temps à la fois (des millions de femmes et d'hommes sur des millions de km<sup>2</sup> enchaînés intellectuellement et corporellement pendant plus de 50 ans) de ce que les structures exploiteuses et répressives du salariat et de l'Etat sont à même de réaliser histo-

riques. long terme, rapporte évidemment beaucoup, ouï, beaucoup. Les affaires marchent bien comme on le voit entre dictatures fascistes, mais ce n'est qu'un début continuons donc le fatras du fric et du fic... Comme dès octobre 1975 Le Canard Enchaîné en avait longuement parlé, l'URSS, et il faudra le redire encore longtemps, a vendu au Chili de Pinochet des tanks qui lui furent payés en dollars sur un « compte discret » de Suisse comme de bien entendu. Un peu « trop vieux », ces chars construits dans les années 60 étaient techniquement périmés pour un conflit généralisé de type est-ouest, mais ils étaient cependant fort utiles et efficaces dans les combats de rue qu'opposent à Santiago la junte aux prolétaires en armes. Le Pérou actuellement, lui aussi, est assez souvent « gratifié » d'un certain nombre d'avions militaires et d'une quantité fort appréciable d'armes automatiques... En 1977, l'URSS pour ses fabrications d'acier militaire, a acheté aux industriels chiliens pour plus de 100 000 dollars de molybdène (métal très peu fusible qui est utilisé dans la fabrication d'armements) extrait de mines d'où les salariés sont des plus exploités de par le monde.

res en or tous azimuts. Sur la totalité salariale de la planète, dans chaque recoin du globe où il est avantageusement possible d'extraire une masse intéressante de plus-value, les business men mandatés par la Gosbank (banque « populaire » d'Etat de l'URSS) se trouvent constamment prêts, prêts à investir des millions et des millions de dollars grâce auxquels, aux dépens du prolétariat mondial (le leur comme les autres), ces « marxistes distingués » vont tirer d'énormes bénéfices qui, une fois de plus, iront remplir les coffres déjà pourtant bien garnis de la clique Brejnev and Co.

Si la coopération économique entre le capitalisme d'Etat et les capitalistes privés dits « libéraux » (USA, France, RFA...) est une chose désormais fort connue\*\*\* pour que dans le cadre de cet article nous n'y revenions une fois de plus, en revanche la coopération non moins fructueuse que développe Moscou et ses colonies européennes et extra-européennes avec les capitalistes privés dits « totalitaires ou dictatoriels » est malheureusement fort moins bien connue. Etendant une formidable toile d'araignée prospective jusque dans les pays les plus virulents dans leurs discours « antisoviétiques et anticommunistes »\*\*\*\* les experts financiers du capitalisme d'Etat y cherchent là aussi toutes les possibilités imaginables afin de créer ou de développer des relations économiques susceptibles d'arranger au mieux les affaires des deux parties. Ainsi l'Eurobank, plus connue sous le nom de Banque commerciale pour l'Europe du Nord, filiale à plus de 90 virgule quelque chose % de la « Banque centrale du plan », a signé des contrats minifriques avec le ministre des finances de Pinochet au moment même où la « très sainte crapule chilienne » faisait fusiller, torturer et déporter des centaines de travailleurs.

Rien que dans la première semaine du mois de janvier 78, le total des investissements de l'Eurobank au Chili nationaliste, se montait à plus de 11 millions de roubles, alors que le Brésil, lui, n'en avait reçu que 6 et l'Argentine de Videla 2. L'heureuse banque où le P.C.F et la CGT déposent méticuleusement la plus grande part de leurs capitaux, ne s'est pas arrêtée là. Elle a « offert » au Zaïre de Mobutu presque 5 millions des mêmes roubles, à l'Iran encore impérial 2,5 millions, au Mexique près de 10 millions, à la Turquie plus d'un million et puis, et puis... à quantité d'autres postes brunes du même acabit des sommes tout aussi intéressantes...

Enfin, au cours du printemps de l'année dernière, l'Eurobank, en bon soutien économique des classes dirigeantes internationales qu'elles soient, a cru bon une nouvelle fois de faire bénéficier les néo-nazis chiliens d'un « don », cette fois de 15 millions de dollars. Quant au Pérou, où le mitrailage des ouvriers récalcitrants va là-bas aussi bon train, il a eu la chance, lui, de recevoir des mêmes « banquiers progressistes » un prêt de plus de 13 millions de dollars qui, « fort heureusement » pour la classe gouvernante du Kremlin, lui a déjà rapporté en ce début d'année près d'un million de dollars d'intérêts. Quant au Chah d'Iran, il n'avait pas lui non plus à se plaindre, les banquiers moscovites le chouchouaient lui aussi très affectueusement. En plus de contrats fabuleux pour la construction de gazoducs reliant le sud de l'URSS au nord de la Perse\*\*\*\*, la « banque rouge » a réalisé un contrat de 12 milliards de centimes, ce qui n'était qu'un début, avec les assassins de Téhéran, au moment même où des centaines de femmes et d'hommes avaient déjà été massacrés par la SAVAK et les « immortels », et ce pour l'organisation de la production de nouveaux champs pétrolifères... Ce qui, à

que le système a fait de nous. Il en est ainsi dans chaque région économique de la planète, au Chili comme en Iran, en Espagne comme au Pérou, au Zaïre comme au Brésil, Brésil qui, entre parenthèses, vient de se faire construire par les « philanthropiques » hommes d'affaires moscovites\*\*\*\*\* une raffinerie pétrolière d'une valeur de près de 400 millions de dollars. La junte qui trône à Rio est même très, très bien vue puisque les néo-tsars ont même été jusqu'à lui accorder l'autorisation d'ouvrir une « permanence économique en URSS même »...

La politique contre-révolutionnaire délibérée qui marque l'histoire des différents pays marxistes-léninistes depuis leurs origines les plus premières, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, est la résultante d'une nécessité inévitable. Le capitalisme d'Etat qui y est né et qui s'y développe, n'a pas sa cause dans le fait que les dirigeants, « égoïstes, corrompus ou autoritaires » (c'est la thèse lamentablement idéaliste des

trotskystes : la dégénérescence de « l'Etat ouvrier », et des maos : le révisionnisme a fait dévier des principes corrects, justes, etc.). Il faut et il faudra toujours le redire, le bolchévisme mondial a installé sa dictature sur des monceaux de cadavres ouvriers et révolutionnaires, et il la perpétue impitoyablement sur les mêmes fondations concentrationnaires.

Le capitalisme d'Etat, l'exploitation inouïe qu'il développe à l'intérieur de ses frontières, tout comme à l'extérieur, sont la conséquence inéluctable du processus capitaliste de concentration et de centralisation que nécessite l'accumulation de plus-value qui fonde la société marxiste-léniniste en acte.

Aujourd'hui peu à peu le voile qui voile le mensonge le plus gros et le plus grossier du siècle, se déchire; et les consciences ouvrières d'occident ont appris ce que le régime russe et ses accollés avaient réalisé en 50 ans de massacres et de déportations généralisées, il est temps désormais de dissiper les dernières illusions, en particulier sur le rôle « globalement positif » que l'URSS pourrait jouer dans la lutte « anti-impérialiste ». Impérialiste comme les USA et comme la Chine, tout aussi capitaliste, rétrograde et liberticide, l'URSS possède un mode de production aliénant qui enferme les travailleurs dans un cycle absurde d'esclavage permanent. Dans ce pays comme dans les autres, la tâche urgente des travailleurs muselés est de se démuseler en détruisant définitivement la production marchande, le salariat, l'Etat, les partis, les syndicats qui permettent aux lois capitalistes du marché mondial de persister et de persévéraler contre eux, contre nous.

Contre tous les capitalistes solidaires\*\*\*\*\* dans leur souci constant de nous réduire à une simple force de travail que l'on peut acheter et vendre à chaque instant, les prolétaires de tous les pays se doivent de s'unir pour abattre l'esclavage salarial et étatique international, et pour supprimer à jamais l'oppression capitaliste qui ronge, abêtit et bestialise l'humanité...

\*\*\* On peut trouver aux éditions « sociales », les œuvres complètes du tsar Vladimir Ilitch Oulanov I\*, c'est souvent crapuleux et rarement intelligent mais parfois comique et toujours intéressant pour l'historien, surtout à travers les lignes!

\*\*\*\* Moins de 2 ans après, la Russie bolchevique signait des accords commerciaux du même type, bien qu'ils soient de moindre importance, avec la France, la Grande-Bretagne et l'Italie mussolinienne.

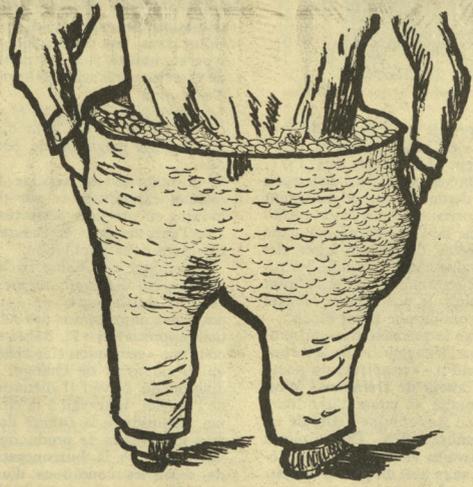
\*\*\*\*\* On peut consulter les diverses « chroniques du goulag ordinaire » déjà parues dans le ML, au sein desquelles nous avons laissé une large place à ce problème qui, avec l'intrusion des « nouvelles technologies », prend de plus en plus une dimension considérable.

\*\*\*\*\* Il faut là bien entendu, encore et toujours, discerner la réalité fondamentale qui existe entre ce que les discours des dictatures militaires fascistes affirment et ce que les faits dans leur force objective viennent contredire. Ainsi souverains-nous d'une certaine grève des mineurs espagnols qui ne put être brisée que grâce au renfort venu à point du charbon polonais que le caudillo Gierek envoya à son homologue Franco.

\*\*\*\*\* Voir à ce sujet plus précisément la « Chronique du goulag ordinaire » du ML n° 302.

\*\*\*\*\* Le capitalisme d'Etat chinois ne fait pas exception lui non plus, on connaît les « interventions » au Zaïre, au Pakistan, en Thaïlande. Les travailleurs qui, à Ceylan, affrontèrent l'armée, furent massacrés par des armes chinoises. Ceylan vendit beaucoup de caoutchouc et Pékin en a énormément besoin, alors vous comprenez ?...

\*\*\*\*\* Pour étudier plus à fond le problème crucial de cette « solidarité », on peut consulter The bolchevik revolution de E.H. Carr, Vodka-Cola, le contre-pouvoir multinational de Charles Levinson, Les secrets de la banque soviétique en France de Jean Montaldo. Même si l'analyse des auteurs précédemment cités est parfois discutabile, les faits auxquels celle-ci se rapporte n'ont jamais pu être démentis...



On a beau être marxiste, léniniste et qui plus est « soviétique », en tant que banquier raffiné on a quand même un goût prononcé pour le fric...

On a beau être marxiste, léniniste et qui plus est « soviétique », en tant que banquier raffiné on a quand même un goût prononcé pour le fric...

On a beau être marxiste, léniniste et qui plus est « soviétique », en tant que banquier raffiné on a quand même un goût prononcé pour le fric...

On a beau être marxiste, léniniste et qui plus est « soviétique », en tant que banquier raffiné on a quand même un goût prononcé pour le fric...

On a beau être marxiste, léniniste et qui plus est « soviétique », en tant que banquier raffiné on a quand même un goût prononcé pour le fric...

On a beau être marxiste, léniniste et qui plus est « soviétique », en tant que banquier raffiné on a quand même un goût prononcé pour le fric...

On a beau être marxiste, léniniste et qui plus est « soviétique », en tant que banquier raffiné on a quand même un goût prononcé pour le fric...

On a beau être marxiste, léniniste et qui plus est « soviétique », en tant que banquier raffiné on a quand même un goût prononcé pour le fric...

On a beau être marxiste, léniniste et qui plus est « soviétique », en tant que banquier raffiné on a quand même un goût prononcé pour le fric...

On a beau être marxiste, léniniste et qui plus est « soviétique », en tant que banquier raffiné on a quand même un goût prononcé pour le fric...

On a beau être marxiste, léniniste et qui plus est « soviétique », en tant que banquier raffiné on a quand même un goût prononcé pour le fric...

On a beau être marxiste, léniniste et qui plus est « soviétique », en tant que banquier raffiné on a quand même un goût prononcé pour le fric...

On a beau être marxiste, léniniste et qui plus est « soviétique », en tant que banquier raffiné on a quand même un goût prononcé pour le fric...

On a beau être marxiste, léniniste et qui plus est « soviétique », en tant que banquier raffiné on a quand même un goût prononcé pour le fric...

Nucléaire

Three-Misle-Island mon amour

**A**u moment précis où Monsieur Giscard d'Estaing allait pour une fois tenir sa promesse : l'accélération du programme nucléaire, un comité interministériel se chargeant d'annoncer le 3 avril les mesures prises, la centrale de Three-Misle-Island en Pennsylvanie tombant en panne, c'est une drôle de bombe, c'est le cas de le dire, pour Giscard, pour Carter et tous les amoureux de la mort radieuse.

L'accident d'un réacteur de type PWR fait surgir le spectre d'un nouveau Hiroshima. La panique - bien qu'officiellement démentie par les médias - ne s'empare pas seulement des riverains menacés par la radioactivité sur un rayon de 20 km et plus, mais aussi des gouvernants. La consigne est donnée d'évacuer les femmes enceintes et les enfants d'âge pré-scolaire (jugés trop fragiles, sans doute, pour résister au gaz radioactif) ; vient le contre-ordre, la radioactivité « ayant diminué ». Comme si experts et techniciens, pris en défaut d'impuissance une fois de plus, pouvaient mesurer le degré de nocivité du gaz radioactif, alors qu'ils sont incapables de déceler la cause de la panne d'une centrale nucléaire et de parer à ses effets mortels.

L'histoire contemporaine démontre par les faits que la mort par radioactivité n'est pas forcément instantanée, que de multiples formes de cancer la précèdent. Qui peut prévoir, sûrement pas les experts en tout cas, les effets de ce séisme, provoqué de main et de cerveau d'homme, sur les habitants des environs de Three-Misle-Island vivant à 8, 16 ou 20 km de la centrale ?

Les pro-nucléaires, pour préserver leurs nucléo-dollars engagés dans l'affaire, prévoyant

authentique ? Il paraît que le nucléaire a produit en France, en janvier dernier, 14,6% de notre électricité. Plutôt que de risquer la mort, à brève ou à longue échéance, des frontaliers des centrales, ne pourrait-on, par simple bon sens et par respect de la vie, réduire la surconsommation d'électricité et de pétrole, dans le domaine des gadgets et du luxe, sans obli-

ment au cœur des habitants de la Pennsylvanie ; elle est au cœur de chaque terrien qui réfléchit et qui sait ceci : près de 230 réacteurs actionnent, dans le monde, des centrales nucléaires ; un sur deux est de type PWR ; en cas de panne, d'accident d'un réacteur de ce type, les techniciens n'ont aucun moyen de contrôle... et restent totalement impuissants à maîtriser le gaz radioactif qui s'échappe et qui plane dans l'atmosphère.

Si le cancer d'un chirurgien ou d'un radiologue exposé aux rayons X, si les mineurs victimes d'un coup de grisou... peuvent susciter une réaction de peur, de terreur, que dire du gaz radioactif, en cavale et indomptable, qui s'échappe ou peut s'échapper des 24 réacteurs PWR français et des 200 autres installés de par le globe terrestre ?

Ce qui est grave et plus encore criminel, c'est que les experts, les techniciens, les chefs d'Etat savent le danger de mort et le nient, savent aussi leur incompétence totale à parer aux conséquences d'une échappée de gaz radioactif. Pourtant, c'est le plus souvent autour de grandes villes et de villes moyennes (exemple Le Pellerin près de Nantes...) que sont implantées les centrales nucléaires. Si la centrale de Nogent/Seine est ouverte, malgré la coalition des écologistes, l'eau



la campagne mondiale contre cette prolifération démentielle qui met en danger notre planète, ont déjà fourbi leurs arguments. Le nucléaire serait, s'il est intensifié, le seul remède à la crise énergétique ; il serait aussi le moyen unique et spectaculaire de résorber le chômage. Ils oublient le 3<sup>e</sup> argument : le nucléaire est source multiple de richesse pour les exploitants multinationaux.

Pour que ne se reproduisent ni « la nuit de New-York » ni l'historique panne française du 19 décembre 78, un seul palliatif : le nucléaire! Pour résoudre l'épineux problème du pétrole, une solution unique : le nucléaire... et donc l'implantation accélérée de nouvelles et de nouvelles centrales.

A-t-on songé, entre autres, que les super-bagnoles super-consommatrices d'énergie, que les mille et un gadgets électroménagers ne contribuent pas tellement au bonheur humain

ger pour autant les smicards et les locataires des logements HLM à se priver de chauffage ?

Le chômage résorbé par l'implantation de nouvelles centrales nucléaires... tout comme par l'ouverture de nouvelles fabriques d'armements ? Pourquoi pas plutôt une bonne petite gue-guerre qui diminuerait aussi certainement le nombre des usagers d'EDF que celui des demandeurs d'emploi ? Surtout s'il s'agit d'une guerre atomique!

L'angoisse n'est pas seule-

de Seine ne sera pas seulement polluée, mais empoisonnée, tout comme le lait des vaches paissant en Pennsylvanie laisse voir à l'analyse des éléments radioactifs.

Avant de vouloir à tout prix surproduire pour surconsommer de l'énergie, pétrole, électricité, nucléaire, si l'on commençait par sauvegarder en priorité l'énergie vitale de chaque vivant, plante, bête, humain, que tue justement le nucléaire.

Marie BONHEUR

Une mesure qui s'impose

Dès l'annonce de la catastrophe nucléaire survenue aux Etats-Unis, nous avons voulu avoir l'opinion du chef de l'Etat, principal responsable de l'extension du programme nucléaire en France, qui nous a déclaré :

« J'ai demandé fermement à ce que soit prononcée l'interdiction des constructions de centrales nucléaires dans le centre des grandes villes ».

QUAND LE MINISTRE DU CHÔMAGE PREND LA PAROLE

**L**es licenciements allant bon train un peu partout dans notre hexagone, il semble bien que le capitalisme se soit lancé dans une campagne de chômage jamais connue, sauf suite à la crise de 1929 peut-être. En effet, si l'on s'en tient à la logique actuelle du système, le chiffre record de deux millions de chômeurs devrait être atteint vers 1985. La situation actuelle des travailleurs dans leur ensemble n'a donc jamais été aussi aléatoire. Et bon nombre d'entre eux en ont conscience, ceux qui en sont victimes les premiers. Certains acceptent néanmoins cet état de fait avec fatalisme pendant que les Gicquel de la télévision entretiennent le mythe de la concertation.

une campagne de chômage jamais vue depuis longtemps. Et Monsieur Boulin, en responsable politique, de se lancer dans une « campagne de démagogie » rarement égalée.

Mais qu'il ne s'étonne pas, si d'aventure il venait à passer dans une cité ouvrière (ce qui ne manquerait pas de piquant et de démago... euh, pardon... de réalisme!), qu'il se trouve un chômeur irresponsable pour lui cracher à la face. Et puisqu'il n'est pas encore interdit de rêver, imaginons que de la révolte et de la colère populaires naissent une révolution et une justice sociales profondes... Alors, au banc des accusés, on retrouverait Monsieur l'ex-ministre du travail. Son avo-



A Denain, les travailleurs n'ont pas aimé la présence des flics

D'autres parfois, comme certains sidérurgistes, débordent les syndicats et essaient de faire entendre clairement leur voix, pendant qu'à la radio le ministre du chômage déclare qu'il préfère « avoir affaire aux syndicats qu'à des éléments incontrôlés et irresponsables », irresponsables de ne pas accepter docilement leur licenciement, la misère que le système leur impose avec tout l'arbitraire que le capitalisme et la société de classes impliquent.

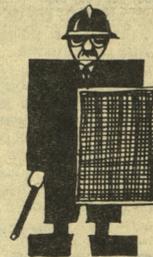
Monsieur Boulin, nous voudrions nous adresser à vous, vous qui êtes si responsable, planqué dans vos bureaux à tripoter les dossiers de la misère, d'un œil distant et froid de techno-bureaucrate assermenté, planqué dans vos réunions de conseil des Ministres à manipuler des milliards pendant que d'autres crèvent entre autres choses de désespoir.

Monsieur Boulin, nous voudrions répondre à votre bla-bla de politicien, à vos discours diffusés abondamment sur les antennes de radio-TV. Monsieur Boulin, nous souhaitons sincèrement, après toutes les conneries que vous avez pu dire, que vous soyez licencié et que du jour au lendemain, vous vous retrouviez sans boulot et sans avenir. Ainsi, vous auriez peut-être une meilleure opinion et une meilleure compréhension de ceux-là même qui refusent leur licenciement, qui refusent l'arbitraire, ceux que vous traitez d'irresponsables. Mais bien sûr, pointer à l'ANPE ça ne risque pas de vous arriver de sitôt, à vous. Alors, continuez sereinement à bla-blater, continuez à faire le jeu du système que vous représentez, continuez à soutenir les responsables... de la misère et du chômage.

Ah... Monsieur le Ministre, comme nous admirons votre dur labeur de politicien. Ah... Monsieur Boulin, quel poids, quel lourd fardeau doit peser sur vos épaules responsables. Quel art vous avez de détourner la réalité (mot que vous adorez, nous en sommes certains) à votre esprit!!! Eh... oui, le capitalisme et l'Etat se lancent dans

cat, ça nous en sommes sûrs, plaiderait irresponsable.

Jean-Michel et Martine (Groupe Petit Homme)



## Argentine Des nouvelles...

**L**E 24 mars 1976, les militaires argentins prenaient le pouvoir à Buenos-Aires. Trois ans après, on en est-il de la situation dans ce pays, que l'on a trop tendance à oublier depuis le fameux « Mundial » du mois de juin dernier.

Sur le plan des atrocités, la situation n'a malheureusement guère évolué, les disparitions et les découvertes macabres sont toujours d'actualité. Il y a 3 mois de cela, 12 cadavres étaient retrouvés sur la plage de Santa Teriza, à quelques 300 kilomètres de Buenos-Aires, et le juge sanctionnant « présomption d'homicide » s'empressait bien sûr dans le même temps d'ordonner le secret de l'instruction... Pourtant, début février la cour suprême de justice, sentant qu'il devenait désormais de plus en plus difficile de se contenter toujours du même style de réponses : « Nous ne savons rien », face aux mêmes questions : « Qu'est devenu tel homme ou telle femme ? », demandait au gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le pouvoir judiciaire puisse s'exercer normalement. Une manière élégante de faire comprendre aux généraux qu'il était maintenant grand temps d'envisager d'autres solutions pour laisser moins de traces...

On assiste également à une montée incroyable de la criminalisation des forces dites « de l'ordre ». Les abus d'autorité, les escroqueries et autres saloperies dont se rendent coupables les policiers et les militaires, ne cessent de s'intensifier. Au cours de perquisitions effectuées dans plusieurs villes, des policiers arrêtent des personnes avant de leur réclamer la bagatelle de 2 000 pesos en échange de leur liberté.

Ailleurs, c'est un caporal qui, après avoir trouvé un chèque sur le corps d'un extrémiste abattu, le remettait tout bonnement sur son compte bancaire. Cependant qu'à Buenos-Aires, un autre militaire se voyait condamner à la « lourde peine » de 6 mois de prison pour avoir volé et tiré sur un chauffeur de taxi... Enfin, plus atroce encore, l'histoire de cet homme qui passait à bicyclette devant le commissariat. Arrêté puis transporté à 15 km de là, il sera torturé par 6 policiers avant d'être abandonné. De retour chez lui, il raconte l'histoire à un juge qui ordonne l'emprisonnement des 6 policiers responsables ; le jugement sera cassé 9 jours plus tard pour des motifs « indiscutables » : pas de témoins, et les faits dénoncés ne sont pas suffisants pour maintenir 6 policiers en prison!



Par ailleurs, les cas de suicides sont de plus en plus nombreux, parfois même ils touchent des familles entières. Des personnes se suicident après avoir été expulsés de leur maison, ou encore des femmes dont les maris ont « disparu », et ne pouvant plus avec un seul salaire subvenir aux besoins de leurs enfants, se suicident avec eux. Les motifs sont donc toujours à peu près les mêmes, ils expriment les grandes difficultés économiques dans lesquelles se débattent actuellement les Argentins. Les généraux peuvent en effet se vanter de détenir un nouveau record, pas plus réjouissant que les précédents, celui de l'inflation. Alors que les économistes de la junte avaient prévu pour 1978 60% d'inflation, c'est en fait de 168% dont il s'agit au jour d'aujourd'hui. Ajoutez à cela 4% de baisse du « produit national brut », une diminution du pouvoir d'achat plus forte que nulle part ailleurs (la consommation

a chuté de 8% en 76, de 3% en 77, de 2,8% en 78, tandis que la consommation de viande passait de 104 kg par personne en 78 à 80 kg en 79) et vous aurez un rapide aperçu de la gravité de la situation économique dans ce pays. Une gravité telle que les différentes discussions entre militaires qui, depuis plusieurs mois, tentent d'institutionnaliser le régime, passent au second plan. Notons au passage le beau projet dit de réorganisation nationale. Ce projet, qui émane des généraux, estime ni plus ni moins que le gouvernement issu du coup d'Etat de mars 76 est démocratique et légitime vu que ses motivations sont justes, qu'il est internationalement reconnu et qu'il n'est en aucun cas contesté dans le pays. Une crise atteignant une telle ampleur que le ministre lui-même, Martinez de Hoz, violemment critiqué par la presse, les industriels et même certains militaires, ne fait plus l'unanimité.

Fort heureusement, on assiste du côté des travailleurs à une reprise des luttes. Après un certain fléchissement, les grèves ont repris depuis le début du mois de mars et, selon la revue politique *Confirmado* certains conflits sociaux déborderaient les syndicats, notamment celui de « Firestone » où, en janvier dernier, le secrétaire du syndicat des pneumatiques se serait plaint de n'avoir pas été consulté avant que le conflit démarre... Le 20 janvier, les dockers de Buenos Aires réclamaient 100% d'augmentation, seule façon selon eux de survivre... les employés des chemins de fer et ceux du commerce sont également en lutte, les 4 500 ouvriers de l'usine Renault de Cordoba sont en grève depuis le 6 mars, ils réclament 50% d'augmentation. L'annonce de fermeture d'un nombre important d'entreprises a provoqué de nombreux conflits. A Shell notamment, où 800 travailleurs sont menacés de licenciement, et dans une aciérie où 400 ouvriers occupent les locaux.



Le peuple argentin, bien que meurtri profondément dans sa chair, semble donc réagir à nouveau. Les militaires vont devoir faire face à une situation économique catastrophique, qu'ils ont créé eux-mêmes. De cette situation une lueur d'espoir pour ce peuple, celui de balayer Videla et sa clique.

Denis LAROÛSSINIE

## Informations internationales

suisse

### Pour une Fédération Anarchiste

Les 17 et 18 mars 1979 se sont réunis une quinzaine d'anarchistes à Saignelégier. Ils représentaient la Fédération libertaire des Montagnes (implantée surtout à La Chaux de Fonds), le groupe du journal *Le Détonateur* de Saignelégier, qui a un impact certain sur la population locale, l'Agence de Presse Libertaire de Zurich, le groupe Proudhon et le groupe 1<sup>er</sup> Mai de la FA française, et quelques individuels suisses. Etaient excusés les membres d'Azio-ne Diretta du Tessin. La composition de l'assemblée était surtout représentative de la Suisse romande, ce qui limita en partie les débats à ces régions.

Cette rencontre a débouché sur deux décisions importantes :

- \* création d'une liaison anarchiste spécifique agissant dans le courant anti-autoritaire et autogestionnaire,
- \* pour appuyer cet effort, lancement d'une nouvelle série du journal *Le Réveil anarchiste*, dont la première parut de 1900 à 1947 et dont la seconde commencera avec le numéro du 1<sup>er</sup> mai de cette année au rythme d'un exemplaire tous les deux mois. L'organe APL cesse de paraître à la faveur de la publication du *Réveil anarchiste*.

Groupe Proudhon

angleterre

**WEEK-END LIBERTAIRE** — Le Centre Ibérique de Londres organise pour les 14 et 15 avril prochains un week-end de discussions, débats, films, musique, etc. Des camarades de la CNT et du mouvement libertaire espagnol seront présents ainsi que des camarades de divers groupes libertaires britanniques.

Les discussions se feront en langues anglaise et espagnole et un service de traduction sera mis en place pour résoudre les problèmes de langues.

Tous les intéressés sont invités à s'y rendre : Centre Ibérique, ateneo cultural, 421a Harrow road, London W-9, England.

\* \* \*



## Chronique du goulag ordinaire

**CHINE** — Le « capitalisme rouge » continue encore et toujours sa folle et mirifique course à l'emprunt et à l'investissement ; Pékin vient en effet de recevoir 500 millions de dollars sonnants et rébuchants qui lui ont été adressés par l'Union des banques arabes et françaises... Comme on le voit, la contre-révolution persiste là-bas aussi à se vraiment très bien porter.

**ALBANIE** — Selon l'honorable mais néanmoins toujours aussi lamentable Agence télégraphique albanaise : « *Le nom de Staline est immortel (priez pour nous) et son œuvre, étendard de lutte et de victoire, pour le prolétariat moderne, représente un trésor de grande valeur toujours actuel* ». Toujours actuel, ça nous n'en doutons pas, surtout pour continuer à nous persuader crapuleusement que le salariat d'Etat serait autre chose qu'une simple et nouvelle forme de servitude capitaliste encore plus concentrationnaire...

**AFGHANISTAN** — L'absurdité capitaliste et étatique, comme à sa glorieuse et puante habitude, poursuit son bonhomme de chemin sanguinaire. L'armée, pompeusement auto-proclamée « progressiste », continue là-bas de flinguer les religieux islamiques théologiquement abrutis.

Pour ce faire et bien faire, plus d'un millier de « conseillers » militaires russes désintéressés sont désormais sur place pour « encadrer » les assassins en uniforme du régime de Kaboul. Le « camarade » Tarakhi, pour tenir le coup et renforcer son pouvoir dictatorial face à la rébellion musulmane, demande et redemande sans cesse des livraisons d'armements au « grand frère » moscovite. Celui-ci, toujours « aimable, distingué et serviable » quand il s'agit d'élargir sa sphère d'influence, a donc décidé d'intensifier ses livraisons militaires en hélicoptères, pilotes et tanks pour stabiliser plus sérieusement la classe dirigeante locale...

**U.R.S.S.** — Les Jeux Olympiques approchent peu à peu et l'agence Tass a besoin, pour bien « informer » les agences de presse internationales, d'un matériel considérable et des plus modernes. Plus que jamais aujourd'hui l'heure est à l'information accélérée, Moscou vient donc de signer un contrat de près de 90 millions de francs avec une firme française, afin d'acquiescer les ordinateurs qui sa technobureaucratie journalistique se devra d'utiliser durant et après ce « sublime instant ». C'est sans nul doute que nous pouvons compter sur elle, afin que les clameurs et les commentaires sportifs couvrent de leur lourdeur et lamentabilité habituelles les cris des emprisonnés et des torturés...

— Trois personnes d'origine allemande (il existe en U.R.S.S. une « minorité » ethnique d'origine allemande de près de 2 millions d'individus) pris d'une envie un peu trop « intempes-tive » de manifester leur désir d'obtenir le droit d'émigrer, ont été arrêtés sur la « place rouge » alors même qu'elles opéraient cette démonstration publique (sans commentaire)...

— De nouvelles condamnations viennent de tomber sur les dissidents religieux, 5 adventistes viennent d'être condamnés par le tribunal de Tachkent pour « avoir diffusé de fausses nouvelles destinées à discréditer le système soviétique »...

Sofia Furltva a été condamné à 3 ans de camp à régime « normal », plus saisie de sa maison...

Serguei Maslov à 5 ans de camp à régime « sévère », plus saisie de sa maison...

Arnold Spaline à 5 ans de camp à régime « sévère », plus saisie de sa maison...

Serguei Maslov à 2 ans avec « sursis »...

Vladimir Chelkov à 5 ans de camps à régime « sévère » plus saisie de sa maison. Après avoir déjà passé plus de 20 années en internement, ce dernier a fort peu d'espoir à l'âge de 83 ans, d'avoir quelque chance de recouvrir un jour les miettes de liberté qui subsistent encore hors du système pénitentiaire russe.

**DANS LA SÉRIE LES GRANDS PRINCIPES** — Rien qu'en 1978, le déficit des pays de l'Est a dépassé les 8 milliards de dollars, pour les seuls 9 premiers mois de l'année les importations du capitalisme d'Etat oriental ont augmenté de 16% alors que les exportations, elles, baissaient de 1%. Aujourd'hui, avec une croissance pour 1979 d'à peine 4,3%, alors que cette dernière atteignait 5,8% en 78, le déficit global atteint près de 35 milliards de dollars. A part ça, chers amis, tout va très bien, les banquiers rouges et bruns bouffent et les prolos, comme à leur habitude, triment...

Groupe Commune de Kronstadt

## Une suggestion

Après la nouvelle affaire de train postal survenue sur le Milan-Rome, et afin que notre glorieuse S.N.C.F. ne connaisse pas la mésaventure coûteuse dont sa consœur italienne vient d'être la victime, et dont sa collègue anglaise avait fait les frais voilà quelques années, nous pourrions suggérer au chef de l'Etat, Monsieur Giscard d'Estaing, de veiller désormais à ce que les trains grandes lignes, convoyeurs de fonds importants, ne passent plus en rase campagne mais uniquement dans le centre des grandes villes où les risques de vols seraient ainsi considérablement diminués... Sur les parcours des manifestations qui n'auront plus lieu par exemple...

## Répression

## Douze militants de la Fédération Anarchiste devant la 23<sup>e</sup> chambre correctionnelle

(suite de la page 1)

Oui, étrange opération de police en vérité, qui visait les autonomes, où aucun des autonomes n'a été arrêté et je m'en félicite! Opération qui aboutit à un amalgame contre nature composé de chapardeurs, d'étudiants en colère, de passants curieux, d'étrangers éberlués de faire la connaissance de notre vieux palais de justice. Cohorte disparate qui était, par son contenu, un aveu même de l'impuissance de la police à coincer les autonomes, et à laquelle on a ajouté au parquet douze anarchistes pour faire le poids, en supplément en quelque sorte, et pour conférer un peu de sérieux à une opération aux résultats dérisoires et qui allait faire hurler la petite bourgeoisie attachée à l'ordre mais surtout à la propriété. Il s'agit d'une « précipitation » du parquet et ce vin tiré de façon ridicule, l'appareil judiciaire va bien être obligé de le boire!

Etranges également ces manifestations d'autonomes! Réunis par petits paquets, ils se regroupent rapidement, agissent, se disloquent, laissent les loubirds, les jeunes gens énervés et les passants curieux essayer les plâtres et fournir le matériau à une répression qui rassurera la bourgeoisie. Je ne critique pas, c'est leur affaire, je constate simplement en mettant en garde nos militants pour qu'ils ne soient pas les ratons de la fable qui tirent pour d'autres les marrons du feu. Quelle que soit notre opinion sur cette tactique, on est bien obligé de reconnaître qu'elle fournit des arguments à ceux qui parlent de provocation, et les communistes, pour dégager leur « responsabilité » devant le bon peuple et affermir leur réputation d'hommes d'ordre aptes à gouverner les foules, n'ont pas manqué de se servir d'un accident banal, un filic en civil dans la manifestation, pour accréditer



Vendredi 23 mars, la marche sur Paris organisée par la C.G.T. et à laquelle la police interdira à la Fédération Anarchiste de participer

(Photos page 12 - J.C.C.)

ce thème qui leur est cher et qui consiste à accuser tous leurs opposants d'extrême-gauche d'être des provocateurs. Il est vrai qu'ils en ont tellement, eux, dans leurs rangs, et au plus haut niveau, celui de leur bureau politique et de leur secrétariat, qu'on les comprend lorsqu'ils

A l'audience lundi dernier, le contraste entre les « manifestants » arrêtés et les douze militants de la Fédération Anarchiste, était évident, et la presse, même celle qui ne débordait pas de sympathie pour nous, a bien été obligée de l'admettre. Dix d'entre eux ont été remis en liberté provisoire en attendant d'être jugé sur le fond la semaine suivante. Les deux autres ont été gardés à la disposition de la justice. Les avocats de la Fédération Anarchiste et de la Ligue des Droits de l'Homme avaient clairement posé le problème : « Vous pouvez les accuser d'être des anarchistes, mais vous ne pouvez pas les condamner car ils n'ont commis aucun délit ». L'accusation de port d'arme est ridicule! Tous les services d'ordre, y compris celui de la CGT qui paraît jouir d'une certaine estime auprès des pouvoirs publics, prend quelques précautions élémentaires pour canaliser une manifesta-

tion où des gens mal intentionnés peuvent se glisser. Est-ce à dire que tout danger est écarté pour nos camarades? Je ne le crois pas et j'attire l'attention de nos amis. Dans ce procès où la montagne risque

bien d'accoucher d'une souris, l'accusation fera tout pour obtenir une condamnation qui la dédouane et qui permette au parquet de masquer sa légèreté! Et là est le véritable danger!

Au moment où j'écris ces lignes, je ne connais pas encore l'issue du procès, mais les menaces du gouvernement comme l'aigreur de la presse contre les « casseurs », formule commode qui servira à englober tous les gêneurs, doivent attirer notre attention. Pour reconverter son économie, ce qui laissera des plaies profondes dans la classe ouvrière, le pouvoir va continuer à dramatiser les luttes ouvrières et il le fera en s'attaquant de préférence à l'extrême-gauche révolutionnaire qui a moins de surface et surtout de surface électorale, pour résister aux assauts de la filaille. Déjà on essaie de saisir la Fédération Anarchiste à la gorge. Des poursuites sont engagées contre nos organisations, on nous attribue des textes, des affiches dont nous ignorons l'existence. La police, munie d'une commission rogatoire, a perquisitionné dans nos locaux, en pure perte d'ailleurs! Il semble bien que pour donner satisfaction à la bourgeoisie inquiète, le gouvernement est résolu à faire des exemples!



tion où des gens mal intentionnés peuvent se glisser. Est-ce à dire que tout danger est écarté pour nos camarades? Je ne le crois pas et j'attire l'attention de nos amis. Dans ce procès où la montagne risque

Pour notre part nous ne sommes pas décidés à nous laisser faire! Nous alertons toutes les organisations ouvrières. Celles-ci savent bien qu'on jette à la foule des imbéciles quelques têtes d'extrême-gauche... pour voir! Et lorsque l'essai est concluant, alors ce sont toutes les organisations ouvrières qui à leur tour passent dans le laminoir. C'est ainsi que cela a commencé d'abord en Italie puis en Allemagne il y a une cinquantaine d'années.

Nous appelons tous les travailleurs à se dresser contre la répression, pas seulement celle qui frappe la Fédération Anarchiste et douze de ses militants, mais contre toutes les répressions, quelle que soit l'organisation qu'elles agissent. S'il est un terrain où les différences doivent s'effacer, c'est le terrain de la solidarité de classe.

Nous sommes attentifs à la situation difficile que nous traversons et nous n'hésiterons pas au besoin à appeler les travailleurs à des manifestations, interdites ou pas, qui ne seront plus de simples promenades dominicales, mais des lignes de combats sur lesquelles il faudra combattre ou subir.

Maurice JOYEUX

**A** l'heure où paraîtra ce numéro du *Monde Libertaire*, le jugement concernant nos camarades aura été prononcé. Les délais d'impression de notre journal ne nous ont hélas pas permis de pouvoir vous le faire savoir et le commenter ici. Nous en traiterons donc dans notre prochain numéro. En attendant nous publions ci-dessous la déclaration commune faite au tribunal par nos 12 compagnons qui ont tenu à se défendre collectivement.

« En réponse aux licenciements annoncés dans la sidérurgie, le vendredi 23 mars la C.G.T., en commun avec les sidérurgistes du nord et de l'est, appelait à une manifestation dans Paris.

La Fédération Anarchiste comptait apporter sa solidarité par la présence de son cortège, et proposer son projet économique autogestionnaire à l'ensemble des travailleurs présents ce jour-là.

A cet effet, les militants se rendaient à la manifestation avec banderoles, drapeaux, tracts et journaux dans le but de manifester pacifiquement. Alors que nous nous rendions sur le lieu du rassemblement, vers 17 h, avenue de la République, nous fûmes arrêtés par les forces de police avant d'avoir pu rejoindre la manifestation. Nous faisons partie des militants qui devaient prendre en charge la bonne tenue du cortège et assurer la sécurité des personnes venant rejoindre notre mouvement. Nous avons une tâche collective, autant vis-à-vis de la sécurité des manifestants que de la divulgation de nos propositions économiques révolutionnaires par voie orale (slogans), écrite (tracts, journaux) et visuelle (banderoles et drapeaux).

Les militants chargés d'apporter les éléments nécessaires à la constitution du cortège et de la propagande ayant été arrêtés et leur matériel confisqué, la Fédération Anarchiste a été la seule organisation à ne pouvoir apparaître.

A travers l'arrestation des militants de la Fédération Anarchiste, c'est la liberté d'opinion et le droit pour tous de manifester qui ont été remis en cause.

## COMMUNIQUÉ COMMUN

Vendredi 23 mars, au cours de la Marche sur Paris avec les sidérurgistes, organisée par la CGT, plus de 160 personnes ont été arrêtées. Parmi elles, 48 manifestants ont été choisis pour être inculpés au titre de la loi anticasseurs; pour 32 d'entre eux, d'autres charges ont été retenues, telles que violences à agents, vol, port d'arme par destination.

Parmi eux, 12 militants de la Fédération Anarchiste ont été arrêtés avant même qu'ils ne rejoignent le cortège et inculpés de port d'arme par destination alors que, composant le service d'ordre de la F.A., ils étaient porteurs de drapeaux et de leurs banderoles.

Une justice expéditive a permis que 32 inculpés passent en flagrant délit le lundi 26 mars. Cette procédure, comme la loi anticasseurs, laisse toute possibilité à l'appareil judiciaire de condamner n'importe qui sur de simples présomptions.

Le vendredi 23 mars, alors que des milliers de travailleurs étaient dans la rue, les forces de l'ordre ont essayé de pénétrer dans le cortège, se sont tenus tout le long de la manif dans une attitude provocatrice, et ont cassé la manifestation, provoquant sa dispersion. Les manifestants arrêtés et inculpés ont été choisis comme otages pour essayer d'intimider d'éventuels participants aux manifestations. Les procès qui vont avoir lieu sont la concrétisation de la volonté du pouvoir de restreindre aujourd'hui les possibilités de manifester, par la terreur policière sur le terrain puis la terreur judiciaire.

Cette répression s'inscrit dans le cadre de toutes les attaques policières contre les manifestations légitimes de colère des travailleurs, de même qu'à Nantes, Caen, St-Chamond et lors de la dernière manifestation Larzac à Paris.

La dernière campagne des responsables de la Majorité au Conseil de Paris, relayée par une certaine presse pour interdire purement et simplement les manifestations légitimes, entre bien dans ce cadre répressif.

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que se concrétisent ces intentions: le Président de la République, s'empressant d'y souscrire. Le pouvoir gravit un échelon de plus dans la répression.

**NOUS CONDAMNONS CETTE NOUVELLE ATTEINTE AUX LIBERTÉS Q'EST CETTE TENTATIVE D'INTERDIRE TOUTE MANIFESTATION**

Les organisations soussignées appellent tous les travailleurs, toutes les organisations ouvrières et démocratiques à se mobiliser contre la répression du pouvoir: — pour le droit de manifester — contre toutes les mesures expéditives et arbitraires de la justice (loi anticasseurs, flagrants délits) — pour la levée de toute inculpation et la libération immédiate de tous les inculpés.

C'est une campagne d'ampleur que nous devons mener dès aujourd'hui.

Les organisations signataires appellent à se rendre massivement aux audiences des procès les 2, 3 et 4 avril prochains et prendront toutes les initiatives de soutien nécessaires aux inculpés.

Fédération Anarchiste - Ligue Communiste Révolutionnaire - Organisation Communiste des Travailleurs - Ecole Emancipée - Union des Travailleurs Communistes Libertaires - Confédération Nationale du Travail Française 2<sup>e</sup> Union régionale - Comité Communiste pour l'Autogestion - UD-CFDT Val de Marne

## COMMUNIQUÉ

**12 militants de la Fédération Anarchiste sont inculpés de port d'arme par destination (drapeaux, banderoles) et tombent sous le coup de la loi anticasseurs. 2 d'entre eux ont été maintenus en prison jusqu'au procès du 4 avril.**

Quels que soient les jugements rendus par le tribunal correctionnel pour les 32 inculpés les 2, 3 et 4 avril, c'est la liberté de manifester qui est remise en cause.

Cette procédure et cette loi scélérates permettent d'inculper n'importe quelle personne sur de simples présomptions. Ces inculpations démontrent une fois de plus la volonté répressive d'un Etat contre l'ensemble du mouvement révolutionnaire dont la Fédération Anarchiste est une composante.

Nous appelons l'ensemble des camarades à riposter avec la Fédération Anarchiste contre cette escalade dans la répression.

FÉDÉRATION ANARCHISTE — 2 avril 1979